



LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

REVUE FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

Dans ce numéro :

L'Écologie première

J. Demorgon



Jules Bergeret, le correcteur qui devint général de la Commune

G. Goutte



Retour sur La Fabrique du Musulman

(entretien)

N. Sidi Moussa



De Lucetti à van der Lubbe

C. Berneri



L'austérité nous pousse-t-elle au suicide ?

J. Gelman



Lettre d'Amérique : Fin de la démocratie américaine?

D. Ball

La Révolution Prolétarienne

Directeur : Stéphane JULIEN

ARP, 6 rue des mûriers, 14930 Eterville

Équipe revue : Catherine Bajoue, Pascal B., Quentin Dauphiné, Stéphane Julien, Benoît Kermaol, Christian Mahieux, Jean-Kely Paulhan, Louis Sarlin, Nedjib Sidi Moussa.

Éditée par :

Les Amis de la Révolution prolétarienne

Trimestriel. Abonnement : 23 euros

Commission paritaire n° 0321 G 87832

contact : redactionrp@gmail.com

Séparatisme ?

Le nouveau Premier ministre Jean Castex a annoncé « un projet de loi sur la lutte contre les séparatismes ». Si j'ai bien compris, le séparatisme ne concerne plus les Corses mais les islamistes. Je rejette l'islam politique, cette extrême droite qui assassine les femmes et les ouvriers au Moyen-Orient, et toute alliance avec lui. Pour autant, si on doit parler de *séparatisme*, eh bien je suis et nous sommes quelques-uns à être séparatistes (évidemment d'une autre manière et pour d'autres buts). En refusant le mythe d'une *pax republicana* qui sert de cache-sexe à l'exploitation, en essayant de reconstruire une contre-culture ouvrière, nous sommes séparatistes : nous prônons l'émancipation, le socialisme, le communisme libertaire, la vraie égalité et la vraie fraternité. Nous sommes des séparatistes progressistes. Nous détestons tout autant les fachos de la suprématie blanche que les fachos de la charia, mais il y a de sérieuses réserves quant à cette expression de séparatisme qui relève de la logique « tous les extrêmes sont dangereux ». Mal nommer les choses est toujours de mauvais augure. D'ailleurs, qui « sépare » les gens à coups de chômage de masse, de précarité généralisée et de ghettoïisations de quartiers ? La bourgeoisie ne pratique-t-elle pas depuis toujours un « séparatisme » social par rapport au reste de la population ?

Toute lutte contre l'islamisme (et pourquoi lui seul ?) doit se faire en tenant compte du racisme anti-arabes et de la puissance électorale de l'extrême droite. Et pour nous en tenant compte de la décomposition politique de notre camp et sa tendance à réagir mécaniquement en miroir inversé. Nous allons au devant de nouveaux pièges et de nouvelles controverses populistes de surface, de nouvelles divisions inutiles et sans clarté, entre militant-e-s, au sein de la classe ouvrière, dans « l'opinion publique ». L'assignation identitaire des supposé-e-s musulman-e-s que nous sommes quelques-uns à refuser dans notre camp doit tout autant être refusée dans les effets d'annonce et stratégies des gouvernants cherchant manifestement à contenir l'électorat RN. Quand les droitiers voient un-e séparatiste de faciès, ce peut être tout autant un-e athée, un-e musulman-e tout ce qu'il y a de pacifique qu'un-e islamiste (et tous les islamistes ne sont pas pro-djihadistes).

Non, nous ne luttons pas contre du « séparatisme ». Nous luttons contre toutes les extrêmes droites selon notre propre agenda, avec nos valeurs, avec nos camarades, dans nos luttes quotidiennes.

Grèves en Iran

Communiqué intersyndical:

Une grève généralisée touche les raffineries et les champs pétrolifères du Sud de l'Iran.

Depuis le matin du 1^{er} août, un grand nombre de travailleurs des raffineries de pétrole lourd de Qeshm, de Parsian Lamerd, de la raffinerie d'Abadan et des phases 22 et 24 de South Pars Kangan ont cessé de travailler.

Les ouvriers et employés du champ pétrolifère North Azadegan se sont mis en grève le 29 juillet pour protester contre les bas salaires et la menace de licenciements.

Les travailleurs de la canne à sucre de Haft Tappeh, qui travaillent sous une chaleur avoisinant les 50 degrés, sont en grève depuis le 13 juin. Leurs salaires n'ont pas été payés depuis plusieurs mois.

Ces grèves se déroulent dans des conditions très difficiles, car le régime iranien ne reconnaît pas les libertés et les droits syndicaux conformes aux Conventions internationales du travail, dont l'Iran est signataire.

Le gouvernement ignore les revendications des salariés et tente de faire taire les grévistes par la répression.

Mais les militants s'organisent, notamment afin de créer un fonds national de solidarité financière dans le but d'aider les grévistes.

Dans la situation critique actuelle, ils appellent à l'unité et au soutien toutes les couches populaires, pour que les revendications légitimes soient entendues.

Les organisations syndicales françaises,

- Confédération française démocratique du travail (CFDT)
- Confédération générale du travail (CGT)
- Fédération syndicale unitaire (FSU)
- Union syndicale Solidaires
- Union nationale des syndicats autonomes (UNSA)

soutiennent les grévistes en Iran.



Grévistes de Haft Tappeh

L'Iran est particulièrement touché par la pandémie de Covid-19. Un des représentants en France de Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran expliquait la situation catastrophique : « les hôpitaux sont débordés et manquent de moyens; les populations précaires sont privées de ressources : la progression du Covid-19 est fulgurante. En Iran, le système de santé est particulièrement menacé. À cause des corruptions et spéculations internes, des millions de personnes ont déjà des difficultés économiques, sont au chômage et sans ressource. Les taux de chômage et l'inflation vont encore monter de façon drastique avec cette crise du Covid-19. Les pressions économiques, autant que la courbe de progression, de la maladie écrasent la population. »

Le 15 juillet, Amnesty International a déclaré : « Il y a eu une escalade alarmante de l'utilisation de la peine de mort contre les manifestants, les dissidents et les membres de groupes minoritaires en Iran. » Pendant le mois juillet, huit manifestants contre la vie chère de l'année dernière ont vu leur condamnation à mort confirmée par la Cour suprême, dont trois hommes - Amir Hossein Moradi, Mohammad Rajabi et Saied Tamjidi - dont la peine initiale a provoqué l'indignation sur les réseaux sociaux et contraint le régime de reporter temporairement leurs exécutions.

C'est dans ce contexte, et face à la répression toujours aussi féroce du régime en place, que les travailleurs et travailleuses d'Iran poursuivent leurs combats. Les grèves se multiplient. Les travailleurs et travailleuses de la sucrerie de Haft Tappeh sont en grève depuis plus de 50 jours ; c'est la grève la plus longue de leur histoire, pourtant marquée par de nombreuses résistances et batailles sociales. Les grévistes demandent le paiement des salaires des trois derniers mois et la renationalisation de leur usine. Il y a quelques jours, des milliers de travailleurs et travailleuses de plusieurs secteurs de l'industrie du pétrole et de la pétrochimie se sont mis en grève de ma-

nière coordonnée. En fin de semaine dernière, les enseignant·es ont organisé une manifestation devant l'Assemblée islamique dénonçant l'injustice sociale...

Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes réaffirment leur soutien et leur solidarité envers les travailleurs et travailleuses d'Iran. La solidarité internationale est essentielle, faisons connaître nos luttes dans le monde entier !

Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttes
<http://www.laboursolidarity.org>

06.08.2020



Anthony Smith sanctionné

En plein cœur du mois d'août, Anthony Smith¹, Inspecteur du travail dans la Marne vient d'être notifié par huissier d'une sanction de déplacement d'office. Cela l'empêche de continuer à exercer ses missions, et témoigne d'une volonté jusqu'au-boutiste du ministère du Travail de sanctionner un inspecteur du travail qui n'a fait que son travail dans une période où le gouvernement multipliait les mensonges pour cacher son incapacité à fournir des masques et protéger la population. Anthony était suspendu depuis le 15 avril 2020 pour avoir notamment exigé dans le cadre de ses fonctions la mise à disposition d'équipements de protection (notamment des masques) contre la Covid-19/Coronavirus pour des salariées d'une association d'aide à domicile de Reims. Cette sanction, ajoutée aux 4 mois de suspension, qui caractérise un véritable interdit professionnel d'exercer son métier, viole l'indépendance de l'Inspection du travail et symbolise le triste acharnement du ministère du Travail à l'encontre d'Anthony.

Dans l'immédiat Anthony va avoir besoin de toute notre solidarité, y compris financière (salaire, frais d'avocat, déplacements dans le cadre de la campagne de soutien etc.); vous pouvez participer à la mesure de

¹ Voir *L'affaire Anthony Smith, chronique d'une suspension (La RP n°809)*

vos moyens ici : <https://www.cotizup.com/soutienanthonymsmith>. L'immense mobilisation politique, citoyenne et syndicale de ces derniers mois en soutien à Anthony (dizaines de rassemblements dans toute la France, pétition de soutien avec près de 150 000 signatures ; appel public signé par plus de 1300 collègues d'Anthony ; centaines de motions de soutien d'organisations, appel publié dans la presse réunissant plus de 150 personnalités, constitution d'un comité de soutien de près de 850 personnes, composé de citoyens, d'artistes, élus, militants associatifs, syndicaux ou politiques etc.) doit se poursuivre ! Et nous reviendrons bientôt vers vous avec de nouvelles initiatives ! On ne lâche rien !

Le comité de soutien à Anthony Smith condamne avec fermeté cette décision politique et appelle à amplifier la mobilisation jusqu'au retrait de toutes les sanctions à l'égard d'Anthony Smith.

LE COMITÉ DE SOUTIEN

Caisse de solidarité avec Anthony :

<https://www.cotizup.com/soutienanthonymsmith>

Pétition : <https://www.change.org/p/muriel-pénicaud-abandon-des-poursuites-contre-anthony-smith>

Site internet : <https://soutienanthonymsmith.fr/>



Rassemblement national de soutien à Anthony Smith - 21 juillet (Paris)

Jules Bergeret, le correcteur qui devint général de la Commune

Cet enfant des Hautes-Alpes n'a été correcteur d'imprimerie que pendant quelques années, très vite happé par les turbulences de l'histoire. Voltigeur de la Garde impériale, membre de la 1^{ère} Internationale, général insurgé, éditeur de journal, Jules Bergeret, républicain et socialiste, a une vie plutôt atypique, que les quelques mois de la Commune de Paris bouleversent pour toujours.

Jules Bergeret est né le 14 juin 1830, à Gap, dans les Hautes-Alpes, quelques semaines avant que Paris ne se soulève contre le roi Charles X, les 27, 28 et 29 juillet. Pour celui qui sera appelé à jouer un rôle important lors d'un autre soulèvement parisien, celui du 1871, c'est une coïncidence séduisante.

Issu d'une famille riche, il rejoint l'armée impériale en 1850, où il intègre le 1^{er} régiment des voltigeurs de la Garde impériale, rattaché à la Jeune Garde, avec le grade de sergent. Il y reste jusqu'en 1864, date à laquelle il quitte l'armée et devient garçon d'écurie avant de rejoindre le monde des livres, d'abord comme commis en librairie, puis comme correcteur d'imprimerie et typographe.

À cette date, il n'y a pas de syndicat pour les correcteurs, les travailleurs et travailleuses de France étant toujours sous le coup de la loi le Chapelier de 1791, qui interdit les associations professionnelles, en particulier les groupements ouvriers. Néanmoins, il semble que Jules Bergeret adhère à l'Association internationale des travailleurs, créée le 28 septembre de cette même année, à Londres, et qu'il suit ses travaux, sans pour autant s'y impliquer, en tout cas y être remarqué.

Jules Bergeret retrouve des fonctions militaires pendant le siège de la ville de Paris par les armées allemandes, à partir du 17 septembre 1870, dans le cadre de la guerre franco-allemande déclenchée le 19 juillet. D'abord sergent instructeur, il est ensuite nommé capitaine du 8^e bataillon de la Garde nationale, laquelle est alors sollicitée pour la défense nationale depuis son intégration dans l'armée active au mois d'août.

Le siège de Paris prend fin le 26 janvier 1871, quand le gouvernement de la défense nationale, installé après la chute de Napoléon III, signe un armistice. Validé le 8 février 1871 par une Assemblée nationale élue dans la confusion et alors sous la coupe des monarchistes, cet accord est massivement rejeté par les Parisiens et les Parisiennes, qui refusent autant la défaite que les

mesures économiques que le gouvernement entend prendre pour financer les énormes indemnités de guerre que le pays doit verser à l'Allemagne.

Jules Bergeret, le fédéré

Le 18 mars 1871, quand le gouvernement d'Adolphe Thiers, élu le 13 février, envoie l'armée récupérer les quelque 300 canons stockés dans Paris, essentiellement à Montmartre, Belleville et La Villette, la capitale se soulève. Au grand dam de Thiers, la troupe, plutôt que d'ouvrir le feu, fraternise avec les insurgés et l'opération de désarmement de Paris échoue. Acculé, le gouvernement est obligé de fuir et se réfugie à Versailles, où il va préparer un nouveau siège de Paris.

Ce 18 mars, Jules Bergeret est aux premières loges. Membre du Comité central de la Garde nationale, au sein duquel il représente le XX^e arrondissement – aux côtés de deux autres travailleurs du livre : Eugène Varlin et Louis Maljournal (tous deux ouvriers relieurs) –, il est à la tête du 128^e bataillon qui, boulevard de Courcelles, reprend des canons aux gendarmes.

Jules Bergeret, cet « officier » qui ne sait pas monter à cheval (on dit qu'il dirigeait ses unités depuis une voiture tirée par des chevaux !), intègre, peu après, l'état-major de la Garde nationale et s'installe place Vendôme, d'où il est chargé de diriger l'ensemble des services militaires. Hostile aux discussions avec Thiers, persuadé que les négociations ne pourront pas aboutir à des décisions acceptables, refusant le compromis, Jules Bergeret veut faire la guerre aux Versaillais. En cela, il est un des grands partisans, et artisans, de l'idée d'une offensive sur Versailles.

Le 22 mars 1871, c'est lui qui organise la répression de la manifestation organisée par les Amis de l'ordre, sous l'étendard desquels se regroupent les Parisiens ennemis des insurgés et partisans du gouvernement de Thiers – essentiellement des habitants des quartiers bourgeois de l'ouest et du centre de Paris. Ces « amis de l'ordre » appellent au boycott des élections organisées pour élire les membres du Conseil de la Commune et défilent pendant deux jours dans Paris, les 21 et 22 mars. Le 22 mars, alors qu'ils arrivent place Vendôme, Bergeret les somme de se disperser et, devant leur refus, des combats s'engagent, qui se soldent par deux morts chez les fédérés et quinze dans les rangs des Amis de l'ordre.

Ce 18 mars, Jules Bergeret est aux premières loges

Le 26 mars, les élections au Conseil de la Commune, déjà repoussées une première fois, se tiennent enfin et portent une majorité de républicains et socialistes au pouvoir. Jules Bergeret est élu par le XX^e arrondissement, avec 15 290 voix sur 16 792 votants. Membre du Conseil de la Commune, il intègre, sans surprise, la commission de la guerre.

Deux jours après l'élection, le 28 mars, Paris fête la proclamation de la Commune, qui va rester dans l'histoire comme un épisode à la fois tragique et porteur de mille promesses. Car la Commune de Paris, on le sait, n'est pas qu'une histoire militaire, c'est aussi la construction d'un ordre social et politique nouveau, qui a commencé à se dessiner à travers le vote de quelques grandes mesures phares : la réquisition des ateliers abandonnés pour lutter contre le chômage, l'interdiction du travail de nuit des boulangers, la suppression des amendes et retenues sur salaires, l'école obligatoire, gratuite et laïque, la gratuité des loyers pendant plusieurs mois



Portrait de Jules Bergeret.

et la réquisition des appartements abandonnés, la séparation de l'Église et de l'État, etc.

Le tragique assaut du 3 avril contre Versailles

Le 2 avril, Jules Bergeret est désigné commandant en chef de la place de Paris. Le matin, vers 2 heures, les versaillais ont lancé une première offensive d'ampleur contre la Commune. Ils parviennent à prendre Courbevoie, mais pour peu de temps : le soir même, les fédérés, soutenus par des francs-tireurs garibaldiens, les en chassent. Pour Jules Bergeret, la Commune

de Paris n'a que trop tardé : il faut attaquer Thiers, passer à l'offensive. Le lendemain, le 3 avril, à 4 heures du matin, trois colonnes de la Garde nationale partent de Paris pour aller marcher sur Versailles. Elles se composent d'environ 40 000 hommes, dirigés par Jules Bergeret : une première colonne, sous son propre commandement, passe par la droite, par Nanterre ; une deuxième, commandée par Émile Eudes, passe par le centre, par Meudon ; une troisième par la gauche, par Clamart, dirigée par l'ouvrier fondeur Émile Duval.

L'entreprise est ambitieuse, mais c'est un échec total et sans appel. Impréparation, fatigue, désorganisation, communication défaillante : la progression des trois colonnes est arrêtée assez vite, et loin de Versailles. Les plus efficaces, les francs-tireurs de La Marseillaise, parviennent jusqu'à Bougival, où ils hissent le drapeau rouge – qui n'y restera que... deux heures. Les Versaillais engagent peu d'hommes et leurs pertes sont maigres. « [Les fédérés] s'attendaient à marcher sur Versailles mais n'étaient en aucune manière prêts ou capables de livrer une bataille », écrit Robert Tombs dans *Paris, bivouac des révolutions* (éditions Libertalia). Les fédérés sont nombreux à tomber. Contrairement à ce dont Jules Bergeret était persuadé, le Mont-Valérien n'est pas neutre et mitraille la colonne. Émile Duval, contraint de se rendre avec ses troupes, est capturé, puis fusillé.

À la suite de ce retentissant échec militaire, Jules Bergeret est destitué. Le 6 avril, la commission exécutive de la Garde nationale donne le commandement en chef de la place de Paris à Jaroslaw Dombrowski, un ex-militaire polonais insurgé, et, le 8 avril, Jules Bergeret est arrêté et incarcéré. Le 12 avril, lors de la séance du Conseil de la Commune, il doit répondre de plusieurs chefs d'accusation portés contre lui par Gustave Cluseret, alors délégué à la Guerre. Au cœur de ceux-ci figure, bien sûr, l'attaque ratée du 3 avril, Cluseret lui reprochant « d'avoir contribué, pour la plus grande part, à un mouvement de troupes de la Commune dans des conditions désastreuses, de les avoir conduites sous le feu du Mont-Valérien et, comme résultat de cette attaque, d'avoir rendu les opérations militaires odieuses et ridicules et contribué largement à la désorganisation de la Garde nationale ». En outre, il l'accuse d'avoir organisé les troubles qui ont suivi son remplacement au commandement de la place de Paris par Dombrowski, le 6 avril. Pour toutes ces raisons, il affirme qu'il lui « paraît dangereux que le citoyen Bergeret puisse retourner à son bataillon, où sa présence ne ferait que reconstituer le noyau d'insurrection morale et matérielle ».

Jules Bergeret se défend. Il rappelle devant le Conseil de la Commune que l'attaque a été décidée en conseil de guerre, avec les généraux Émile Eudes et

Émile Duval, et qu'il ne peut donc être tenu pour seul responsable ni être accusé d'avoir agi seul. Quant à la nomination de Dombrowski, il affirme avoir « *au contraire invité ses officiers, au nom de la patrie et de la Commune, à ne pas hésiter à lui obéir* ». Des accusations de faste lui sont également portées, notamment sur des dîners de l'état-major, mais Jules Bergeret les rejette en bloc.

À la fin de la séance, plusieurs propositions sont mises au vote. Celle demandant que Jules Bergeret soit remis en liberté jusqu'à l'enquête est rejetée par vingt-et-une voix contre quinze ; celle demandant sa détention jusqu'à l'enquête est acceptée à vingt-trois voix contre cinq. Jules Bergeret reste donc en prison.

D'un Paris en flammes à la misère new-yorkaise

Le 20 avril, il est libéré et, le 28, il retrouve la commission de guerre, dont il démissionne le 1^{er} mai. Le 5 mai, il est néanmoins nommé commandant de la 1^{re} brigade de réserve et, le 15, il réintègre la commission de la guerre. Il faut dire que, à cette date, les lendemains ne sont pas très prometteurs pour la Commune, dont la fin approche. Le 21 mai, les Versaillais, forts d'une armée de près de 130 000 hommes, entrent dans Paris, événement qui marque le début de la Semaine sanglante. Pendant sept jours, du 22 au 29 mai, le gouvernement de Thiers massacre près de 30 000 communards dans Paris, mettant fin à la Commune et enterrant les espoirs de liberté et de justice sociale qu'avaient nourris ses combattants.

Mais Jules Bergeret n'a pas dit son dernier mot. Les 22 et 23 mai, il est de ceux qui organisent l'incendie du palais des Tuileries, une décision qui semble être à la fois un acte désespéré et une ultime tentative de stopper la progression des Versaillais dans Paris. Ainsi, le 22 mai, avec Victor Bénot et Étienne Boudin, il introduit dans le pavillon central du palais pas moins de cinq chariots remplis de barils de poudre, de pétrole et de goudron liquide. Le lendemain, avec une trentaine de fédérés, il passe dans les différents appartements du palais, dont il recouvre les murs et les sols de pétrole. Puis Victor Bénot allume le feu et les Tuileries s'embrasent. L'incendie durera trois jours.

Jules Bergeret parvient à échapper aux Versaillais et à leur folie sanguinaire. Il gagne la Belgique, puis l'Angleterre. Tandis qu'à Paris le conseil de guerre le condamne à mort par contumace, il se lance, à Londres, dans une nouvelle aventure : la publication d'un journal hebdomadaire, *Le 18 Mars*. Mais le projet est de courte durée : trois numéros seulement sortiront des presses. Le 20 août, il gagne New York, puis retourne en Angleterre, d'abord à Londres, ensuite à Jersey, où il intègre, en 1872, la Société des républicains-socialistes réfugiés à Jersey, tout juste créée – ce qui

semble être l'un des derniers actes de son engagement politique. En 1877, en effet, il retourne à New York, où il s'installe, cette fois pour de bon. Il y trouve un travail de veilleur de nuit et plonge dans une existence solitaire et misérable, coupée y compris des autres fédérés exilés. Il meurt en 1905.

Guillaume GOUTTE

Sur la Commune de Paris, il existe bien des ouvrages... Deux, toutefois, me semblent incontournables :

– Robert Tombs, *Paris, bivouac des révolutions : la Commune de 1871*, éditions Libertalia, 2014.

– Prosper-Olivier Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871*, éditions La Découverte, 2004 (1876).

– Retrouvez l'intégralité des retranscriptions des séances du Conseil de la Commune de Paris de mars à mai 1871 : <https://blogs.mediapart.fr/eloi-valat/blog>.

– On pourra aussi consulter la fiche que le Maitron consacre à Jules Bergeret : <https://maitron.fr/spip.php?article159378>.

◇◇◇

Expo

Très belle exposition "*Les villes ardentes (Art, travail, révolte 1870-1914)*" au Musée des Beaux-Arts de Caen jusqu'au 22 novembre. La vie de la classe ouvrière à la fin du XIX^{ème} siècle y est racontée par de grands noms du dessin et de la peinture, avec notamment plusieurs Maximilien Luce.

Un dossier de presse est disponible en ligne à https://mba.caen.fr/sites/mba/files/2020-07/Dossier_presse_juillet_Villes_ardentes_MBA_Caen_numerique_0.pdf.



Les docks du coton, Le Havre (G. Prunier)

Le Musée est gratuit chaque premier week-end du mois.

◇◇◇

Retour sur *La Fabrique du Musulman*

Cette interview de notre camarade Nedjib Sidi Moussa, réalisée au cours de l'été 2017, n'a jamais été publiée. Elle faisait suite à la sortie de son livre *La fabrique du Musulman*, dont nous avons publié des bonnes pages dans le n° 797 de *La RP*, et complète l'entretien que nous avons nous-mêmes publiés dans le n°799. [NDLR]

***La Fabrique du Musulman* dénonce une « double assignation » à être musulman, subie par une partie de la population. D'une part, venant de l'État et d'institutions souvent discriminatoires de fait ; d'autre part, venant de groupes qui veulent lutter contre ces discriminations. En quoi consiste cette double assignation ?**

Nedjib Sidi Moussa : Il s'agit moins de dénoncer que de comprendre un processus dans lequel nous sommes tous pris, et bien souvent à notre corps défendant. C'est celui de la « Fabrique du Musulman » que j'analyse dans mon essai politique et qui consiste en l'émergence d'une sorte de caste, de groupe social aux contours flous, d'une nouvelle figure : le Musulman avec un « M » majuscule qui n'est pas nécessairement croyant ou pratiquant mais qui est renvoyé à un statut ou une identité dont il ne se réclame pas forcément. Afin de ne pas rester prisonnier des schémas issus de l'Algérie colonisée, je me réfère à la nationalité musulmane dans l'ex-Yougoslavie. En France, l'État est un acteur important dans cette fabrique, avec la création du CFCM (Conseil français du culte musulman) et la recherche d'interlocuteurs religieux « modérés ». Mais il y a aussi cette « droite de la droite » obsédée par l'islam, qui exprime sa xénophobie à travers une grille de lecture confessionnelle ou civilisationnelle.

Sans oublier les fractions de la « gauche de la gauche » qui, en réponse aux discours ou pratiques d'exclusion, se sont engagées avec enthousiasme dans la lutte contre l'« islamophobie », en défendant les musulmans en tant que tels voire en s'alliant à des groupes islamistes pour dénoncer les mesures d'exception. Cela conduit ces courants, qui peuvent avoir des positions correctes sur la dérégulation du marché du travail, à abandonner de fait toute perspective politique qui articulerait anticapitalisme, antiracisme et anticléricalisme.

Ce phénomène serait, selon vous, la conséquence d'un échec du mouvement révolutionnaire, et de la gauche en général, à défendre toutes les classes populaires et prolétaires...

Ce climat de confusion dans lequel nous sommes tous

plongés s'exprime à travers des glissements sémantiques significatifs. En effet, nous sommes passés en quelques décennies de l'ouvrier nord-africain au travailleur arabe, puis au beur ou à la beurette, pour finir au musulman. Mais cela s'inscrit plus largement dans la décomposition du mouvement ouvrier et révolutionnaire qui s'est accélérée ces quinze dernières années. J'étudie plus particulièrement cette période dans mon essai. À titre indicatif, au premier tour de l'élection présidentielle de 2002, la LCR, qui est l'ancêtre du NPA, LO et le Parti des travailleurs faisaient ensemble plus de 10 % des voix. En 2017, si nous cumulons les résultats du NPA et de LO, cela ne représente même pas 2 %... Sur le plan électoral, l'extrême gauche s'est donc effondrée au niveau national.

Certes, il y a eu des protestations sociales, comme le mouvement contre la loi travail, même s'il ne s'est guère caractérisé par sa combativité. On a aussi beaucoup parlé de Nuit debout, qui n'a cependant concerné que des segments spécifiques de la population... L'extrême gauche organisée a largement perdu en influence, contrairement à ce que disent les réactionnaires de droite. On pourrait ne pas regretter le reflux d'une certaine orthodoxie léniniste sauf que, pour le moment, on n'assiste pas à une offensive massive qui proposerait une alternative radicale à l'ordre existant. On a plutôt observé une montée en puissance de mouvements identitaires. Parmi ceux-ci, certains ont choisi de mettre en avant le référent musulman. C'est un indice supplémentaire de la confessionnalisation du politique.

Le mouvement ouvrier et la gauche n'ont-ils pas aussi échoué à prendre à bras le corps la question de la représentation des classes populaires d'origine immigrée, et à se confronter à la question des discriminations subies par les musulmans ?



Je ne pense pas que le mouvement ouvrier ou la gauche aient vocation à représenter une catégorie particulière de la population selon les origines ou la confession. En revanche, que des révolutionnaires ou progressistes luttent

contre les discriminations et les préjugés, cela me paraît évident. Cela fait partie du combat émancipateur au même titre que la lutte contre l'exploitation économique et la présence des religions dans l'espace public. Mais la difficulté pour de nombreux segments de la « gauche de la gauche » demeure l'articulation de ces différents aspects, comme s'il fallait hiérarchiser les priorités. Certains ont prétendu se focaliser sur la « bonne lutte », en l'occurrence la lutte des classes. En réalité, il s'agissait plutôt pour eux de défendre les revendications des travailleurs statutaires, notamment les fonctionnaires et les catégories qui peuvent se syndiquer plus facilement, sans pour autant être composées de « privilégiés ». Et cela semble tout à fait légitime. Cependant, ils n'ont guère pris en considération toute une catégorie d'exploités qui se situe en dehors de ce qui subsiste du mouvement ouvrier organisé (à commencer par les syndicats), mais qui a aussi des revendications à porter parce qu'elle subit de plein fouet la dérégulation et la segmentation. Et puisque ces aspirations ne sont pas relayées, notamment par le syndicalisme gestionnaire, cette catégorie (qui regroupe des travailleurs sans papiers, des précaires, des jeunes, des femmes, des détenus, des personnes exclues des « secteurs protégés » en raison de leurs origines, de leur lieu de résidence, de leur qualification, etc.) a pu avoir la tentation d'avancer son propre agenda. Or, à mon avis, ce n'est pas en portant des agendas strictement distincts, et encore moins en opposant les travailleurs des « secteurs protégés » aux plus précarisés ou discriminés, que l'on transformera la situation dans un sens positif pour tous les exploités, toutes origines confondues.

Ces dernières années, il y a bien eu des tentatives de parler des « quartiers populaires » (par contraste avec les centres villes, supposés plus favorisés) ou en leur nom. Mais cette expression peut aussi masquer des réalités très différentes puisque dans ces territoires, qu'on appelait jadis « quartiers ouvriers », on trouve des pharmaciennes, des boulangers, des étudiantes, des chômeurs, des mères célibataires, des commerçants... Ce n'est donc pas un ensemble homogène, même si certains problèmes peuvent y être plus concentrés, notamment en termes d'accès aux services publics, de relégation sociale, de pollution ou autres nuisances. Des organisations spécifiques ont tenté de parler spécifiquement au nom de ces « quartiers populaires » et des populations qui y vivent, en les appelant « racisés », « indigènes », voire « musulmans ». Ainsi, le « racisé-indigène-musulman des-quartiers populaires », deviendrait la figure absolue de la domination, la « victime maximale » pour reprendre Maxime Rodinson. Comme s'il s'agissait d'un tiers-mondisme à usage domestique...

C'est donc contre cette manière de reprendre en main une représentation des quartiers populaires que vous vous élevez ? Une manière que vous jugez ne pas corres-

pondre à leur réalité sociale, et ne pas correspondre à de véritables revendications d'émancipation ?

Pour commencer, ce sont les termes utilisés pour formuler le diagnostic qui posent problème. Sur un plan sociologique, c'est déjà très réducteur et ne correspond pas à la diversité des « quartiers populaires » de France, en région parisienne ou en province. Par ailleurs, d'un point de vue politique, on peut aussi se demander où cela conduirait. Devrions-nous valider le principe suivant lequel des organisations spécifiques aux habitants de ces territoires n'auraient plus d'horizon commun avec ceux des centres villes, qui seraient « privilégiés » parce que « blancs » ou non « racisés » ? Cette logique ne ferait qu'accompagner et accentuer encore davantage la tendance à la séparation imposée par le système de domination spectaculaire et amplifiée par les nouvelles technologies. En outre, il faudrait démontrer que la situation concrète des exploités des « quartiers populaires » diffère fondamentalement de leurs homologues des centres villes ou des zones rurales.

De plus, plaquer artificiellement des termes du débat ne correspondant pas à l'histoire des protestations et des classes populaires de ce pays reviendrait à cautionner une forme d'impérialisme culturel de la part de ceux qui prônent souvent un anti-impérialisme très sélectif. En tant qu'internationaliste convaincu, je serais ravi de voir traduits et diffusés des textes nord-américains qui ont formulé des critiques de la politique de l'identité. Mais, dans le même temps, je tiens à souligner que la critique sociale ne doit en aucune manière être élaborée de façon exclusive dans les campus universitaires, qu'ils soient nord-américains ou non.

À quelle tradition d'analyse vous référez-vous plutôt ?

Aux courants qui s'inscrivent dans le combat pour l'émancipation de tous les exploités, celui de la révolution sociale, dans une perspective résolument anti-autoritaire et beaucoup d'affinités avec les marxistes hétérodoxes, comme cela pouvait s'exprimer dans les revues *Socialisme ou Barbarie*, *Internationale Situationniste*, *Le Désir libertaire*, etc. Mais cette lutte ne peut être qu'universaliste parce que le système de domination est lui-même universaliste à sa façon comme le rappelle Vivek Chibber. Le capitalisme n'a pas de frontières mais il en suscite chaque jour de nouvelles, mouvantes et parfois imperceptibles. Par exemple, mon patronyme et mon histoire familiale ne doivent pas borner mon imaginaire politique aux luttes anticoloniales et aux enjeux du Sud méditerranéen, même si cela m'intéresse beaucoup. C'est pourquoi je peux tout à fait me sentir en fraternité avec des héritiers du Bund ou des anarchistes irlandais.

Par conséquent, je ne cache pas ma réticence devant

la valorisation par certains courants de la « gauche de la gauche » de modes d'intervention segmentés ou le cantonnement dans certains espaces de luttes, spécialisés selon les origines et les croyances réelles ou supposées. Cela participe à mon sens du marasme dont il faudra bien sortir un jour. Que signifie, par exemple, la légitimation par ces mêmes courants du « féminisme » islamique ou décolonial ? Cela s'accompagne souvent de la promotion d'un féminisme intersectionnel à géométrie variable mais qui est le plus souvent opposé à une autre déclinaison du féminisme qui, elle, serait « blanche » et donc inappropriée pour les « racisées ». Après tout, les « racisées » n'auraient-elles pas le droit d'apprécier l'humour de Florence Foresti au même titre que celui de Nawell Madani ?

Il y a tout de même des figures du mouvement féministe français traditionnel qui ont pris des positions clairement discriminatoires envers l'islam...

Vous pensez peut-être à Elisabeth Badinter qui a déclaré en janvier 2016 qu'il ne fallait « pas avoir peur de se faire traiter d'islamophobe » en matière de laïcité... Dans le même temps, elle estimait qu'il fallait combattre le racisme sous toutes ses formes. Sans surprise, ses propos ont suscité un communiqué du CCIF (Collectif contre l'islamophobie en France) qui définit l'« islamophobie » comme « les paroles ou les actes de rejet et/ou de discrimination envers les personnes ou les institutions pour leur confession musulmane réelle ou supposée ». Là encore, on entretient la confusion puisque les personnes sont placées sur le même plan que les institutions. C'est pourquoi je n'emploie le terme d'« islamophobie » qu'avec des guillemets et que j'en critique l'usage. Je partage d'ailleurs les réserves de Kenan Malik sur cette question et je ne veux pas m'aligner sur la politique de l'OCI (Organisation de la coopération islamique).

Pour en revenir à Elisabeth Badinter, je ne pense pas qu'elle dispose d'un quelconque monopole quant au féminisme en France. Pour ma part, je trouve très pertinents les textes de Martine Storti et Josette Trat, pour ne citer qu'elles. Leurs contributions participent d'un débat beaucoup plus riche et nuancé que les oppositions caricaturales facilement médiatisées en raison de leur radicalité apparente ou de leur nouveauté sur le marché. Les mettre de côté signifierait l'effacement de toute une tradition de luttes qui étaient cosmopolites, progressistes ou révolutionnaires au profit des versions les plus ethno-différentialistes du féminisme.

Quand vous attaquez le Parti des indigènes de la République (PIR) et Houria Bouteldja, c'est donc parce que vous les jugez politiquement réactionnaires ?

Je n'ai pas l'impression d'« attaquer » une quelconque organisation dans mon ouvrage. En revanche, j'ai cité,



exposé, analysé et critiqué. C'est indéniable. Que la critique soit assimilée à une offense démontre bien que les mots doivent reprendre leur sens. Le PIR n'est qu'un groupe identitaire et réactionnaire parmi d'autres en France, au même titre que le MDI (Mouvement des damnés de l'impérialisme) ou PSM (Participation et spiritualité musulmanes). Il suscite toutefois des interrogations puisqu'il a été très facilement adoubé par une partie de la « gauche de la gauche », celle qu'il qualifie de « blanche » et dont il ne cesse de faire le procès comme celui des Lumières. Des intellectuels et militants qui se considèrent comme « blancs » ont donc légitimé et diffusé ses thèses, sans quoi le PIR n'aurait qu'un écho à la mesure de son audience réelle dans les « quartiers populaires » qu'il prétend représenter. C'est-à-dire un écho extrêmement limité en dehors des réseaux sociaux. Mon problème, ce ne sont donc pas les prises de positions droitières de ce groupe ou les déclarations tapageuses de sa porte-parole pour qui « exister, c'est exister médiatiquement » comme le soulignait Jean Vogel. Mon problème, c'est plutôt ceux qui, dans la « gauche de la gauche », banalisent l'ethno-différentialisme, s'allient avec des islamistes, propagent la notion de « race sociale » ou valident la théorie du « philosémitisme d'État ».

L'extrême gauche, y compris dans les partis trotskistes et les mouvements révolutionnaires, est encore majoritairement composée d'hommes blancs, sans lien avec l'immigration, avec la culture ou la religion musulmanes. Bien que non religieux, ils ont aussi souvent un *background* catholique. Le problème ne vient-il pas aussi de cet entre-soi ?

Il y a sans doute un malaise dans certains cercles intellectuels ou militants, parisiens plutôt que banlieusards ou provinciaux, d'abord constitués de privilégiés économiques et qui n'ont guère assimilé en leur sein des personnes d'origines plus modestes. Mais concrètement, il existe une véritable diversité au sein de la « gauche de la gauche » prise au sens large. Dans les syndicats, les collectifs, les partis, les associations, on trouve énormément de personnes d'origines maghrébines, subsahariennes ou antillaises pour ne mentionner qu'elles. Cependant, quand ces militants s'engagent

dans ces cadres, ils ne le font pas au nom de leurs origines ou en mettant en avant une religion réelle ou supposée. Ils le font le plus souvent dans la perspective de la lutte des classes, sur la base d'un programme, d'une orientation ou d'un idéal qui transcendent les appartenances ou les identités assignées. Or, j'ai l'impression que certains activistes ou théoriciens de la « gauche de la gauche » ne veulent pas voir ces militants provenant d'horizons divers mais qui refusent l'auto-enfermement et la ghettoïsation, parce qu'ils savent bien qu'ils auraient beaucoup plus à perdre qu'à y gagner, contrairement aux entrepreneurs communautaires et autres gardiens du temple.

Je pense qu'il y a aussi une gêne liée à la question religieuse. Certains militants sont sans doute plus à l'aise pour dénoncer l'influence de la religion mais seulement s'il s'agit du catholicisme. Et encore, il y a eu des reculs très nets en la matière... Quant aux autres cultes, c'est déjà plus compliqué pour eux. Ils pensent souvent qu'il n'y a que des coups à prendre mais ils se trompent.

N'est-ce pas plus facile parce le catholicisme représente la majorité ? Les protestants ont été persécutés en France, les juifs aussi, les musulmans sont aujourd'hui largement discriminés...

Bien entendu, il faut prendre en compte le contexte historique de ce pays. Il y a eu des guerres, des persécutions et des déportations. C'est justement au nom de cette vigilance qu'on ne peut accepter la banalisation de certaines notions comme la « race » par exemple. En revanche, on ne peut pas laisser dire que les musulmans sont « largement discriminés » en tant que musulmans. Les premières victimes de la violence du capitalisme et de son État sont les prolétaires, les chômeurs et les sans-papiers, toutes origines confondues. Personne ne peut nier l'existence de discriminations ou de préjugés (notamment en raison des origines réelles ou supposées des individus), sur les marchés du travail, du logement, des loisirs, etc. En France, des enquêtes se font régulièrement l'écho des discriminations à l'égard des personnes d'origine maghrébine, entre autres. C'est une réalité que je ne connais que trop bien en tant que petit-fils et fils de prolétaires algériens. En revanche, on ne peut raisonnablement valider les thèses défendant l'existence d'une « islamophobie d'État » ou établissant un parallèle entre la situation des Juifs dans les années 1930 et celle des musulmans au début de ce siècle.

En raison du climat dans lequel le pays a été plongé après les attentats de 2015, les religieux ont repris

du poil de la bête et ont gagné de la visibilité dans l'espace public au nom du dialogue interconfessionnel censé préserver le « vivre ensemble ». Mais cette vague nationaliste et cléricale est plus ancienne et mondiale. Il suffit de voir la situation aux États-Unis, en Hongrie, en Israël, en Turquie, etc. Pour en revenir à la France, la confusion ambiante et l'absence d'alternative radicale ont favorisé des alliances qui paraissaient jusqu'alors impensables pour beaucoup. En effet, chez certains, les descendants de prolétaires maghrébins semblaient définitivement acquis à la gauche et immunisés contre l'extrême droite. Mais tel n'est pas le cas des éléments petit-bourgeois ou déclassés, plutôt traditionnalistes sur le plan religieux et conservateurs sur le plan politique. Cette couche a été travaillée par les islamistes internationaux mais elle a aussi, dans le même temps, fait l'objet de sollicitations provenant de la « droite de la droite » islamophile. La forme la plus nette est illustrée par l'action d'Alain Soral qui a tendu sa main aux Français musulmans « patriotes », en tentant d'exploiter l'anticommunisme, l'antisémitisme

C'est une réalité que je ne connais que trop bien en tant que petit-fils et fils de prolétaires algériens.

et l'homophobie. On retrouve aussi ce type d'opérations du côté des Républicains, avec des individualités qui s'appuient sur l'écho de la Manif pour tous et les malentendus entretenus autour de l'ABCD de l'égalité afin de chercher des voix dans les « quartiers populaires ».

On retrouve cette volonté des réactionnaires français de recruter dans l'immigration maghrébine, dès les années 1930, sur la base, déjà, d'une déception à l'égard du Front populaire qui a trahi les espérances des colonisés. Le Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot a essayé d'exploiter cette situation à son profit en s'adressant aux Algériens. Mais il s'est heurté, comme d'autres fascistes, à la résistance d'anticolonialistes algériens comme Messali Hadj qui conservaient des liens privilégiés avec le mouvement ouvrier et qui ne confondaient pas les idéaux de la Révolution française avec le colonialisme qu'ils combattaient en actes.

Le siècle précédent nous fournit de nombreux exemples d'impasses stratégiques à éviter. Mais il nous laisse aussi en héritage des moments où des exploités ont réussi à faire trembler le vieux monde sur ses bases. C'est sans doute dans cette direction qu'il faudra tisser des solidarités et imaginer des alternatives radicales, sans jamais céder aux rackets politiques ou aux polémiques stériles. Des ouvrages comme *Le Désert de la critique* de Renaud Garcia constituent des outils importants pour comprendre notre époque.

Nedjib SIDI MOUSSA

L'austérité nous pousse-t-elle au suicide ?

Dans les colonnes du quotidien de Buenos Aires, *Página 12*, le poète et journaliste argentin, Juan Gelman, a régulièrement analysé, commenté et documenté les anomalies et les méfaits des politiques néo-libérales et leurs conséquences néfastes pour la planète et ses habitants. Il y a souvent dénoncé l'aspect inhumain du choix des politiques d'austérité pour « corriger » les effets des crises que le système engendre périodiquement. Il montrait ici, il y a plus de dix ans, les terribles résultats de ces politiques ; une observation, hélas, toujours actuelle. [NDLR]



Socrate, Platon, Plotin et de nombreux autres philosophes ont analysé le suicide tout au long des siècles. La majorité le condamne comme le font aussi le judaïsme et le christianisme. Pour saint Augustin « celui qui se tue est un homicide ». Les Épicuriens pensèrent que l'absence de souffrances était le bien suprême. Ils justifiaient l'acte de se donner la mort lorsque l'existence, au lieu d'être agréable devient une cause d'affliction. Les Stoïciens le considéraient comme un sujet grave qui devait être traité avec circonspection. Ils pensaient qu'il est en effet très difficile de déchiffrer la raison qui pousse quelqu'un à se supprimer. Une raison qui n'est jamais unique. Inutile de dire que les circonstances extérieures jouent un rôle primordial ou secondaire, parfois décisif.

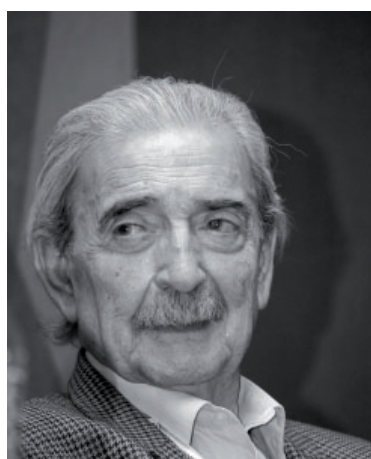
Le 1^{er} octobre on commémore le jour européen contre la dépression. La *European Depression Association* a signalé que chez les habitants du « Vieux Continent », « plongés dans cette situation de crise économique et avec la présence toujours grandissante du stress au travail, les problèmes de la dépression et les suicides ont connu une notable augmentation ». À son tour, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) « a tiré le signal d'alarme sur le suicide... qui constitue une des trois causes principales de mort chez les personnes âgées de quinze à quarante-quatre ans » (www.infocop.es 11012). Le suicide de personnes expulsées de leurs maisons parce qu'elles ne peuvent pas régler l'hypothèque de leur bien est devenu un fait notoire en Espagne.

Le phénomène ne se limite pas à l'Europe. Les centres de contrôle et de prévention des maladies des États-Unis (CDC selon le sigle en anglais), qui sont des organismes officiels, ont informé récemment que les morts par suicide ont dépassé en nombre celles causées par les accidents de la route. « Les taux de suicide parmi les habitants du pays américain ont augmenté depuis 1999 » (www.cdc.gov/2513). Les

CDC ont mené une enquête et fait des recherches parmi les adultes de trente-cinq à soixante-quatre ans et ont constaté que ces taux avaient augmenté de 28%, spécialement parmi les Blancs non hispaniques. Cette augmentation est surtout visible dans trente-neuf des cinquante États du pays. La plus grande augmentation a été observée chez les personnes de cinquante à cinquante-quatre ans (48%) et de cinquante-cinq à cinquante-neuf ans (49%) ; des âges qui, pour ceux qui ont perdu leur travail à cause de la crise économique, ne permettront pas de retrouver un autre emploi.

Il ne s'agit pas seulement des adultes. David Stuckler, chercheur de haut rang à Oxford, et l'épidémiologue Sanjai Basu, de l'université de Stanford, ont trouvé que sept cent cinquante mille jeunes (dans leur majorité sans emploi) étaient tombés dans l'alcoolisme et que plus de cinq millions de personnes aux États-Unis n'ont plus accès à la santé publique dans la période la plus dure de la récession après avoir rejoint les files de chômeurs. Les taux de suicide ont considérablement augmenté dans la période 2007-2010, comme l'a souligné une étude du *New York Times* publiée le 13 mai 2013.

L'État de Virginie représente un cas particulier ; on y a enregistré les taux de suicide les plus élevés des treize dernières années : il est treize fois plus probable que les Virginiens meurent après un suicide plutôt qu'après un homicide (capitalnews.reu.edu, 8-5-13).



Juan Gelman (Buenos Aires, 1930 – Ville de Mexico, 2014)

Poète, journaliste et activiste, membre de l'organisation *Montoneros*. Son œuvre poétique traduite en plusieurs langues a été reconnue, entre autres distinctions, par le Prix Cervantès en 2007.

Fondateur et collaborateur de nombreux organes de presse, il a écrit jusqu'à son décès pour le quotidien de Buenos Aires *Página 12*.

Tenu à l'exil en 1975 dès le début de la dictature militaire, il a vécu en France, en Espagne et en Italie avant de résider définitivement dans la capitale mexicaine.

En avril 2000, après de nombreuses et douloureuses recherches, il a pu retrouver en Uruguay sa petite-fille née de son fils et sa belle-fille, assassinés, lui en Argentine, et elle, après avoir accouché, en Uruguay, où elle avait été déportée.

Plusieurs de ses poèmes ont été mis en musique par Juan Cedrón et interprétés par le *Cuarteto Cedrón*.

Stuckler et Basu terminent leur rapport avec la conclusion suivante : « Ce que nous avons appris c'est que le danger réel pour la santé publique n'est pas la récession en soi, mais l'austérité », c'est-à-dire les mesures que la dénommée Troïka, composée du FMI, de la Commission européenne et la Banque centrale européenne, a imposées pour affronter la crise. On organise des réunions auxquelles participent les chefs d'État européens avec les représentants de la Troïka et ces derniers dictent les lignes que doivent suivre les pays de l'Union européenne. Jamais l'interversion des termes, « la politique gouverne l'économie » et « l'économie gouverne la politique » n'avait été aussi voyante.

Si la corrélation suicides/austérité est claire sur le « Vieux Continent » et aux États-Unis, elle l'est tout autant en d'autres endroits de la planète. Des chercheurs australiens ont établi que le taux de suicides augmente dans leur pays sous les gouvernements conservateurs (news.bbc.co.uk, 18-9-12).

Quand les politiques d'austérité ont commencé à dévaster la Grèce, ce taux a augmenté de 18% : dans la seule ville d'Athènes il était de 25 %. Avant l'arrivée de ce fléau, le taux de suicide était le plus faible de tous les pays d'Europe (www.euronews.org, 3-8-13).

L'Islande est l'exemple contraire. En 2008, le pays a subi la crise bancaire la plus grave de son histoire : trois des banques les plus importantes se déclarèrent en faillite, le chômage a atteint des sommets et la monnaie nationale a été dévaluée. Malgré cela, Reykjavik n'a pas réduit le budget de ses programmes d'aide sociale et ne s'est pas plié à l'austérité. Il y a eu des accords qui ont permis au pays de sortir de la crise. Pendant cette crise financière, on n'a pas enregistré une augmentation significative du taux de suicide (www.altenet.org, 3-8-13).

Comme l'avait dit le prix Nobel d'économie, Paul Krugman : « La crise que nous traversons est fondamentalement gratuite, toutes ces souffrances ni la destruction d'autant de vies humaines ne sont nécessaires. »

Juan Gelman

Página 12 - 08/08/2013

Traduit de l'espagnol (Argentine) par J.A.

« [...] Je continue à penser que l'esprit libertaire ne peut se permettre la plus légère indulgence à l'égard de l'antisémitisme sans se nier lui-même et commencer à s'avilir. »

Albert Camus, lettre à Paul Rassinier, 18 juillet 1952.

Morceaux choisis

On est peut-être enclin à considérer le cas Céline comme un cas de folie qui ne dépasse pas un problème de critique littéraire. Mais, « si c'est de la folie, elle a de la méthode », comme dit Hamlet. La méthode des nazis !

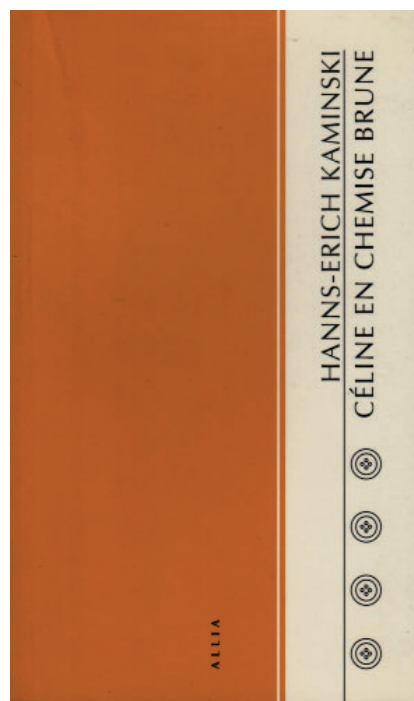
L'énumération de ce qu'il attaque et de ce qu'il défend paraît à première vue simplement grotesque. Examinée de près, cette liste révèle pourtant une ligne de conduite nette, un sens déterminé, un but précis, bref, une politique. La politique des nazis !

Ses vociférations ont trois objets principaux :

- 1) Les critiques, les compositeurs, les médecins concurrents, ainsi que les auteurs qui ont plus de succès et gagnent davantage.
- 2) Tout ce qui représente la civilisation occidentale : la raison, l'esprit, le doute, le sens critique, la culture, le désir de la liberté, l'idéal de la tolérance et de la solidarité.
- 3) Les Juifs et les « enjuivés », formule spectaculaire pour personnifier un ennemi abstrait et pour justifier le sauvetage du monde par le national-socialisme.

Poussé par la rancœur et la rancune, Céline est parti en guerre contre le premier groupe. À la recherche de soutiens, il est alors tombé sur les nazis. C'est leur exemple qui l'a poussé contre les deux autres groupes. Ce sont leurs armes qu'il emploie. Ce sont leurs desseins qu'il sert.

Hanns-Erich Kaminski, *Céline en chemise brune*
[1938], Allia, 2019.



De Lucetti à van der Lubbe

(Camillo Berneri, 1933)

Présentation

Le texte de Camillo Berneri reproduit ci-dessous¹ fut publié le 27 mai 1933 par le journal anarchiste italo-américain *L'Adunata dei Refrattari* [Le rassemblement des réfractaires], publié à New York, dont Camillo était un collaborateur régulier depuis 1929. *L'Adunata* venait de traduire dans son numéro précédent un article d'Alphonse Barbé, un des principaux défenseurs de Marius van der Lubbe en France.

Dans ce texte, Berneri s'insurgeait contre les campagnes de désinformation et de diffamation menées en particulier par les organes de la propagande stalinienne² contre les actes de violence individuelle, auxquels Berneri était pour sa part très attaché, comme tous les anarchistes italiens et certains de ses amis de l'organisation antifasciste *Giustizia e Libertà*. On sait d'ailleurs qu'il fut impliqué lui-même dans une tentative d'attentat organisée par ces derniers³.

On trouvera, dans le texte qui suit, de très nombreuses références aux actes de violence individuelle commis, ou projetés, par les anarchistes contre la personne du dictateur, dont celui de Lucetti, qui échoua de très peu. Que certains de ces projets n'aient pas connu le début d'une réalisation n'empêcha pas le Tribunal spécial du régime de condamner à mort et d'exécuter aussitôt ceux qui devaient se charger de leur réalisation.

Berneri fait une place aussi à des actions spectaculaires et non violentes comme le fameux vol de Bassanesi et Dolci, en juillet 1930, au-dessus de Milan. Parmi les actes individuels de protestation et de résistance à l'oppression dans des contextes où n'existent plus de possibilités de résistance collective, il cite surtout l'action courageuse de Marinus van der Lubbe, le jeune ouvrier maçon néerlandais qui préféra, lui, s'en prendre à un édifice particulièrement symbolique plutôt qu'à une personne et opta pour mettre le feu au Reichstag⁴. Pour preuve de son appui à ce geste, Berneri intégra un Comité international van der Lubbe rassemblant surtout des conseillistes néerlandais et quelques libertaires⁵, qui tenta

de s'opposer aux attaques abjectes du Livre brun sur l'incendie du Reichstag, où on peut lire la plus élaborée et la plus persistante de toutes les théories du complot du XX^e siècle⁶.

Le texte de Berneri, écrit en 1933, permettra aux lecteurs de la RP de découvrir ou de redécouvrir quelques faits et quelques noms largement oubliés aujourd'hui. C'est pourquoi nous avons jugé utile d'ajouter à ce texte tout un étage supplémentaire de notes de bas de page, un excès pour lequel nous demandons l'indulgence des lecteurs.



CAMILLO BERNERI
Contre le fascisme
Textes choisis (1923-1937)

Édition établie par Miguel Chueca

AGONE
MEMOIRES SOCIALES

Miguel Chueca

De Lucetti à van der Lubbe

Tous ceux qui étaient en France au moment de l'attentat de Lucetti⁷ se souviennent sans doute de la fameuse campagne menée par Donati⁸ dans les colonnes du quotidien antifasciste *Corriere degli Italiani*⁹. La bombe n'était qu'un pétard inoffensif, mis entre les mains du héros par un agent provocateur. Dans l'automobile, Mussolini avait été remplacé par un mannequin, etc.

Si Vatteroni et Sorio¹⁰ furent sévèrement condamnés, si d'autres compagnons encoururent de graves problèmes, cela est dû principalement à ce goût bestial et effréné des anciens combattants

1 Comme la plupart des textes reproduits dans le volume *Contre le fascisme. Textes choisis (1923-1937)*, paru aux éditions Agone en 2019, je dois celui-ci à l'amabilité de Gianni Carrozza, grand connaisseur de la vie et de l'œuvre de Berneri. Qu'il en soit remercié.

2 Mais pas seulement, comme le montrent les allusions aux activités du très louche journaliste Carlo Emilio Bazzi ou du catholique Giuseppe Donati, dont l'approbation des pactes entre l'Église et l'État fasciste en 1929 lui valut d'être exclu de la LIDU (Lega Italiana dei Diritti dell'Uomo - Ligue italienne des droits de l'homme) ainsi que de l'UGICA (Union des journalistes italiens « Giorgio Amendola »).

3 Dénoncé avant sa réalisation par un espion fasciste qui avait gagné sa confiance, Berneri fut arrêté le 20 décembre 1929. Il dut en conséquence se mettre à l'écart de toute action politique pendant quelques années.

4 En réalité, à la seule grande salle plénière du bâtiment. Il n'y eut pas, à proprement parler, d'« incendie du Reichstag » : par une sorte d'effet cheminée, tout le feu de l'incendie fut aspiré par le dôme ouvert de l'édifice et partit vers le ciel berlinois, ce qui l'empêcha de gagner le reste de l'édifice parlementaire.

5 Parmi ces derniers, si les anarcho-syndicalistes catalans de la *Solidaridad Obrera* prirent fait et cause pour van der Lubbe, plusieurs de leurs homologues allemands s'en désolidarisèrent, dont R. Rocker, H. Rüdiger et A. Souchy, sans

compter Arthur Müller Lehning, l'archiviste et historien néerlandais d'origine allemande, éditeur des Œuvres complètes de Bakounine.

6 Cette théorie du « complot nazi » existe toujours chez de nombreux historiens français, spécialistes des fascismes, comme P. Milza, S. Berstein, F. Delpla, F. Kersaudy et J. Chapoutot.

7 Gino Lucetti (1900-1943), anarchiste originaire de Carrare. Il tenta de commettre un attentat à la bombe contre Mussolini en septembre 1926, qui échoua. Lucetti fut condamné à trente ans de réclusion. Libéré le 11 septembre 1943 par les forces alliées, il mourut le 17 durant un bombardement allemand.

8 Giuseppe Donati (1889-1931), journaliste et homme politique italien, lié à la démocratie chrétienne. Son opposition au fascisme l'obligea à se réfugier en France en 1925.

9 Donati fonda ce quotidien à Paris le 28 janvier 1926. Le 14 décembre de l'année suivante, il fut interdit par les autorités françaises.

10 Accusés d'être les complices de la tentative d'assassinat de Lucetti, les anarchistes Stefano Vatteroni et Leandro Sorio furent condamnés tous deux à vingt ans d'emprisonnement.

du *quartarellismo*¹¹ et de l'*aventinismo*¹² pour les scandales. Les anarchistes commirent la très grosse erreur de ne pas donner aux amateurs de scandales une mémorable leçon, et la méthode se prolongea et se développa. *Il Dovere*¹³ de Bazzi¹⁴ lança la fable d'un Bonomini¹⁵ manœuvré par la police italienne. F. Ciccotti¹⁶ celle d'un Anteo Zamboni¹⁷ tué par hasard, et ainsi de suite.

À présent, c'est au tour de van der Lubbe¹⁸. Parmi ceux qui se portent garants de lui comme militant enthousiaste jusqu'au sacrifice suprême, citons le Groupe des communistes internationaux¹⁹ des Pays-Bas, le KAPN²⁰, le Groupe « Alarm »²¹, l'Opposition ouvrière de gauche²². Et *Le Libertaire* publie une lettre du journal néerlandais *De Wapens Neder*²³ dans laquelle on affirme qu'il existe des groupes anarchistes et communistes²⁴ aux Pays-Bas qui considèrent l'acte

11 Ce mot fut créé par les fascistes qui voulaient ironiser sur la Sécession de l'Aventin, après la découverte, le 15 août 1924, du corps du député socialiste Giacomo Matteotti, assassiné par les fascistes, à Quartarella, près de Riano.

12 L'aventinismo, ou Sécession de l'Aventin, se réfère au choix des parlementaires antifascistes italiens de se « retirer sur l'Aventin », c'est-à-dire de refuser de siéger au Parlement après l'assassinat de Matteotti.

13 *Il Dovere, giornale politico degli esuli italiani* [Le Devoir, journal politique des exilés italiens] fut fondé en 1927 par Carlo Emilio Bazzi, qui l'utilisa pour semer la zizanie dans les milieux de l'exil et disparut la même année.

14 Carlo Emilio Bazzi (1889-1937), ami personnel de Mussolini, puis fasciste dissident, il s'installa en France en 1924. Ce très louche personnage fut dénoncé par Berneri dans *Lo spionaggio fascista all'estero* [L'espionnage fasciste à l'étranger], paru à Marseille en 1929.

15 Ernesto Bonomini (1903-1986), émigré à Paris, il y entra en contact avec des anarchistes de son pays. Le 20 février 1924, à l'hôtel Savoie, il tira sur le journaliste fasciste Nicola Bonserivizi, fondateur des *fasci* de France. Grièvement blessé, celui-ci mourut peu après. Bonomini évita la peine capitale à cause de l'émotion suscitée en France par l'assassinat de Matteotti.

16 Francesco Ciccotti (1880-1937) journaliste et député socialiste. Il s'exila en France en 1924, où il poursuivit ses activités journalistiques et politiques. En 1930, il s'installa à Buenos Aires.

17 Anteo Zamboni (1911-1926), fils d'un typographe anarchiste, tenta d'assassiner Mussolini à Bologne le 31 octobre 1926. Il fut lynché sur place par les *squadristi* de Leandro Arpinati, ex-anarchiste « converti » au fascisme.

18 Marinus van der Lubbe (1909-1934), ouvrier maçon, né à Leyde aux Pays-Bas. Après un passage par le parti communiste, il fréquenta les milieux du communisme des conseils. Il fut l'auteur déclaré de l'incendie du Reichstag (27 février 1933), ainsi que *la seule victime* d'un « incendie criminel » qui ne fit que des dégâts matériels et qu'il paya de sa vie. Malgré une légende tenace, personne n'a pu démontrer qu'il ait été complice des nazis ou même « manipulé » par eux : l'inanité de toutes ces calomnies fut démontrée en 1962 dans le livre de Fritz Tobias, *Der Reichstagsbrand. Legende und Wirklichkeit* [L'incendie du Reichstag. Légende et réalité].

19 Groep van Internationale Communisten, en néerlandais, petite organisation conseilliste fondée en 1927 aux Pays-Bas par Henk Canne-Meijer, Theo Maassen et Piet Coeman.

20 Kommunistische Arbeiders Partij in Nederland [Parti communiste ouvrier des Pays-Bas], né en 1921 d'une scission « conseilliste » au sein du Parti communiste des Pays-Bas. Au début de l'année 1933, considérablement amoindri par les scissions, ce petit parti était moribond et divisé entre un groupe présent à Amsterdam et un autre à La Haye.

21 Groupe néerlandais, anarchiste et anti-syndicaliste. Après l'exécution de van der Lubbe, le groupe diffusa à 10 000 exemplaires un texte rédigé par Piet Kooijman intitulé « Trahi par les socialistes et les communistes ! Tué par les fascistes ! ».

22 En néerlandais : Linksche Arbeiders Oppositie (LAO), le groupe conseilliste dont van der Lubbe était le plus proche.

23 « À bas les armes », en langue néerlandaise, périodique de la section des Pays-Bas de L'Association internationale antimilitariste, fondée à Amsterdam en 1904.

24 On aura compris que Berneri parle ici des communistes de conseil, dont deux

de l'incendiaire comme un acte indispensable et digne d'être imité.

Pourtant, *Le Libertaire* lui-même avait commis l'erreur de tenir van der Lubbe pour un agent provocateur²⁵, mais ce journal ami s'est empressé de revenir sur son jugement et de donner la plus grande place aux rectificatifs parus dans d'autres de nos journaux comme *Le Semeur*²⁶, *L'En Dehors*²⁷, *La Correspondance ouvrière*²⁸, *Umanità Nova*²⁹, *Il Risveglio*³⁰, etc.

Naturellement, la presse stalinienne continue à présenter van der Lubbe comme un agent de la police secrète hitlérienne³¹. *L'Azione Antifascista*³² (Paris, n° 1, avril 1933), organe du Front unique, va jusqu'à insinuer que Zangara³³ aurait agi à l'instigation de la police américaine, mais le « sérieux » et l'« honnêteté » de la presse stalinienne sont de notoriété publique.

Après avoir porté Henri Guilbeaux³⁴ aux nues au moment de son tout récent procès³⁵, *L'Humanité* (numéro du 23 février 1933) insinue qu'il aurait été en cheville avec la police française³⁶. Et il s'agit pourtant d'un homme qui a été l'ami de Lénine, qui a été défendu par Romain Rolland et qui, hier encore, était exalté par la presse communiste ! Le comité pour le retour en France d'Henri Guilbeaux a récemment pro-

des figures de proue (Anton Pannekoek et Herman Gorter) étaient originaires des Pays-Bas.

25 C'est après cette prise de position du *Libertaire* qu'André Prudhommeaux cessa toute collaboration avec ce journal jusqu'en 1939.

26 Cette publication fondée en 1923 publia plusieurs articles d'Alphonse Barbé en faveur de Marinus van der Lubbe.

27 La revue anarchiste *L'En Dehors*, fondée par Zo d'Axa, parut entre 1891 et 1893. Le titre fut repris par Émile Armand en 1922 et parut jusqu'à 1939.

28 Le titre exact est *Correspondance internationale ouvrière* (septembre 1932-mai 1933).

29 Titre historique de la presse anarchiste italienne, quotidien à l'origine, *l'Umanità Nova* fut relancée à Paris, en 1932, sous la houlette de Berneri.

30 *Il Risveglio/Le Réveil*, journal suisse édité à Genève sous la direction du typographe Luigi Bertoni (1872-1947), anarchiste et syndicaliste d'origine italienne.

31 Elle le fit en particulier lors du procès de Leipzig, au cours duquel Marinus fut sur le même banc des accusés que Dimitrov et ses camarades communistes, dont Torgler, un député allemand qui passerait en 1940 au service du ministère nazi de la Propagande. Parmi les contempteurs staliniens de van der Lubbe, on citera le célèbre Gabriel Péri : suivant pour *L'Humanité* le contre-procès de Londres organisé peu avant le procès officiel de Leipzig, il se distingua par ses attaques particulièrement ignobles et mensongères.

32 Ce journal communiste, qui ne parut qu'en 1933, était présenté comme « l'organe de la solidarité des travailleurs envers les victimes du fascisme ».

33 Giuseppe Zangara (1900-1933), maçon calabrais, naturalisé américain en 1929. Le 15 février, à Miami il tenta d'assassiner F. D. Roosevelt et atteignit mortellement le maire de Chicago Anton Cermak, présent sur les lieux.

34 Henri Guilbeaux (1884-1938), écrivain et journaliste, après un passage par l'anarchisme et le syndicalisme, il fit la connaissance de Lénine et devint le correspondant français de la *Pravda* puis celui de *L'Humanité* à Berlin, à partir de 1923. En février 1918, il fut accusé par la justice française d'« intelligence avec l'ennemi » et condamné à mort par contumace un an plus tard.

35 Rentré en France en août 1932, Guilbeaux se constitua prisonnier et fut incarcéré à la prison du Cherche-Midi. Devant comparaître devant le Tribunal militaire à partir du 24 janvier 1933, il fut défendu à son procès par l'avocat Henry Torrès et acquitté.

36 Berneri se réfère à l'article « Du Kremlin au Cherche-Midi en passant par la Tour Pointue », paru en page 2 du numéro cité de *L'Humanité*. « Du Kremlin au Cherche-Midi » est le titre du livre de Guilbeaux paru après son acquittement. Quant à la Tour Pointue, il s'agit du nom donné familièrement à la préfecture de police de Paris.

testé contre ces « procédés inqualifiables », mais de nombreux lecteurs de *L'Humanité* ne lisent pas les journaux qui ont publié cette note de protestation, de sorte que la manœuvre stalinienne parviendra à salir un homme qui est sur la brèche depuis une vingtaine d'années, démontrant un désintérêt total et une ténacité inébranlable³⁷.

La campagne menée contre Ghezzi³⁸, celle qui a été déchaînée contre Petrini³⁹, la diffamation systématique des communistes oppositionnels sont en train de déshonorer la presse communiste, mais elle a encore suffisamment d'influence pour jeter le discrédit sur nombre de ses adversaires.

Or, tant qu'il s'agit de personnes qui sont en liberté et qui peuvent se défendre, ce scandale, pour ignoble qu'il soit, peut encore être combattu par la plume. Mais quand de tels procédés sont dirigés contre des détenus qui risquent la peine capitale ou de longues années de prison, il faut réagir au plus vite. Nous rappellerons ici quelques cas, qu'il est bon d'avoir à l'esprit pour pouvoir les jeter au visage des canailles de tout poil.

À la date du 13 janvier 1930, le quotidien antifasciste *L'Italia del Popolo* de Buenos-Aires publiait une correspondance de Paris où on prétendait que De Rosa⁴⁰ avait mené au sein du Parti socialiste maximaliste⁴¹ « une très violente campagne contre des hommes

37 Guilbeaux évolua très mal par la suite. Voici ce qu'en écrivait Victor Serge dans ses *Mémoires d'un révolutionnaire* : « [...] tout en lui semblait teinté de moisissure, jusqu'à son profil crochu et ses yeux. Il mourut à Paris, vers 1938, devenu antisémite après avoir publié deux livres démontrant que Mussolini était le seul vrai continuateur de Lénine ».

38 Francesco Ghezzi (1893-1942), lié à l'USI entre 1914 et 1921, il est envoyé par l'organisation syndicaliste italienne au congrès de fondation de l'Internationale syndicale rouge, le Profintern, mais il est vite contraint de quitter la Russie. En 1922, il assiste à Berlin à la constitution de la nouvelle AIT, qui rassemble les organisations syndicalistes et anarcho-syndicalistes de plusieurs pays. De retour en Russie en 1923, il reprend le contact avec des anarchistes opérant dans une semi-clandestinité. En mai 1929, il est condamné à trois ans de travail forcé et interné dans « l'isolateur politique » de Souzdal. Il sera libéré en janvier 1931, puis emprisonné une seconde fois en novembre 1937 pour avoir « diffamé les dirigeants du Parti ». Condamné aux travaux forcés, il mourra dans un camp de travail situé près de Vorkouta.

39 Alfonso Petrini (1900-1970), anarchiste originaire d'Ancône. Condamné en 1926 par contumace, il partit clandestinement en URSS. En 1927, il y fut arrêté sous l'accusation d'être un espion au service du fascisme – l'accusation n'a jamais été prouvée – et condamné à dix ans de réclusion. En 1935, il fut relâché et renvoyé en Italie.

40 Fernando De Rosa (1908-1936), de son vrai nom F. Lencioni. Après une adhésion juvénile au fascisme, De Rosa se rapprocha des socialistes en 1925 alors qu'il étudiait le droit. Revenu en Italie au début de l'année 1929, après plusieurs séjours à l'étranger, il se convainquit de la nécessité d'accomplir un geste spectaculaire pour attirer l'attention sur la situation de son pays. Profitant du séjour du prince Humbert de Savoie à Bruxelles, il se rendit dans la capitale belge. Son pistolet s'étant enrayé, il fut arrêté avant d'avoir pu réaliser son projet. À son procès, il fut défendu par les avocats Paul-Henri Spaak et Paul de Bock et reçut le soutien de nombreuses personnalités, dont Francesco Nitti, ex-président du Conseil italien. Il ne fut condamné qu'à une peine de cinq ans de prison, dont il ne purgea que la moitié.

41 Au début de l'année 1930, le socialisme italien était toujours divisé entre une fraction dite maximaliste, dirigée par Pietro Nenni, laquelle avait gardé le vieux sigle du PSI, et une fraction réformiste, avec Turati à sa tête, qui choisit de s'appeler Parti socialiste unitaire (PSU), puis PSLI (en français : Parti socialiste des travailleurs italiens) en 1925 et, enfin, PSULI (Parti socialiste unitaire des travailleurs italiens) en 1927. Les deux fractions se rassemblèrent en juillet 1930.

d'une bonne foi à toute épreuve en essayant d'y semer la discorde par tous les moyens ». Et de conclure que, « tout compte fait, ses antécédents, la façon dont il a accompli son acte, les moyens dont il s'est servi et jusqu'à ses propres déclarations, tout cela induit à penser qu'il a servi le fascisme ».



CAMILLO BERNERI

La page italienne du quotidien anarcho-syndicaliste de Buenos-Aires, *La Protesta*, accourut aussitôt à la défense de De Rosa, en proclamant sa « courageuse sincérité » et son « esprit de sacrifice ». *Le Soir* de Bruxelles, un quotidien au service du gouvernement français, lança lui aussi la thèse de l'attentat truqué, qui fut également reprise et diffusée par les amis de Bazzi. Dans son numéro du 9 mai 1932, *Il Monocolo*, le libelle de Bazzi, allait jusqu'à attribuer à De Rosa une déclaration selon laquelle il serait « le fils illégitime d'un membre de la maison de Savoie » !

Même Bassanesi⁴², le pilote héroïque du vol antifasciste au-dessus de Milan, fut la cible des manœuvres bazziennes. *Il Monocolo*, dans une lettre-circulaire du 16 juillet 1930, faisait courir le bruit selon lequel Bassanesi ne serait qu'un agent provocateur dont l'objectif aurait été d'empêcher le rapprochement franco-italien. Le 13 avril 1932, le quotidien parisien *L'Œuvre* publiait une information en provenance de Bruxelles assurant que Bassanesi aurait été « enfin démasqué » après avoir compromis « d'une façon assez louche » le professeur belge Moulin⁴³, arrêté et condamné en Italie pour ses activités antifascistes⁴⁴. Il fallut attendre le 12 mai suivant pour que le quotidien publie une rectification en faveur de Bassanesi, signée d'A. Cianca et d'A. Tarchiani⁴⁵ avant que, le 17 mai, le correspon-

42 Giovanni Bassanesi (1905-1947), photographe antifasciste, il s'exila à Paris en 1927, où il se lia d'amitié avec Carlo Rosselli. Il se fit connaître le 11 juillet 1930 par une action retentissante contre le régime de Mussolini, organisée par C. Rosselli et le républicain Randolpho Pacciardi. Avec son copilote Gioacchino Dolci, républicain et membre de Giustizia e Libertà (GeL), il réussit à survoler Milan en y lâchant 150 000 tracts contre le régime, qui se concluaient par une des devises de GeL « Insorgere per risorgere » [S'insurger pour resurgir].

43 Léo Moulin (1906-1996), sociologue et écrivain belge. Il était professeur d'athénée – soit d'enseignement secondaire – quand il fut arrêté en 1931 par la police italienne, avec des brochures antifascistes dans ses bagages. Le régime fasciste le libéra au bout de 13 mois d'emprisonnement, après une longue campagne menée en sa faveur par la gauche et la franc-maçonnerie de son pays.

44 Dans son article, *L'Œuvre* annonçait la grâce accordée à Léo Moulin par Mussolini. Le journal l'attribuait à une intervention du roi Albert auprès de ce dernier.

45 Alberto Cianca et Alberto Tarchiani étaient tous deux des membres de l'or-

dant particulier du journal à Bruxelles fasse parvenir une réponse dans laquelle la figure morale et politique de ce jeune homme généreux était à nouveau obscurcie par les ombres du soupçon. Le 1^{er} juin, Cianca et Tarchiani y apportèrent encore un démenti formel, mais l'objectif de l'OVRA⁴⁶ avait été partiellement atteint. Dans certains milieux antifascistes, la figure de Basanesi est toujours discutée.

Même Sbardellotto⁴⁷ n'a pas été épargné. Dans son n° 15 (18 juin-2 juillet 1932), *Il Monocolo* a diffusé des inventions tendant à présenter ce martyr comme un agent provocateur et un pantin. Au Brésil, les fantaisies de ce genre ont été répercutées dans le quotidien *A Platéa* de São Paulo (numéro du 20 juin 1932), à l'instigation du concentrationniste⁴⁸ Mario Mariani⁴⁹, lequel a tenté aussi de faire passer Bovone⁵⁰ pour un « sicaire ». Et, bien que *Guerra di Classe*⁵¹ (Bruxelles), *L'Adunata*⁵² (New York) et *L'Iniziativa*⁵³ (Paris) aient signalé cette ignominie, *La Libertà*⁵⁴ n'a pas eu une seule parole de blâme pour Mariani, secrétaire de la LIDU de São Paulo. Et cela n'a rien d'étonnant si on songe que depuis l'arrestation, le 6 janvier

ganisation antifasciste Giustizia e Libertà fondée à Paris en décembre 1929 à l'instigation de Carlo Rosselli.

46 L'OVRA était la police secrète mussolinienne.

47 Angelo Sbardellotto (1907-1932), mineur de profession, quitta l'Italie en 1924. Membre d'un groupe anarchiste de la province de Liège, il participa en 1927 à la campagne pour la libération de Sacco et Vanzetti. Muni de faux papiers, il repartit dans son pays en 1930 puis en 1931, avec l'intention de venger la mort de Schirru sur la personne de Mussolini. Après deux échecs, il y revint une fois de plus au printemps 1932. La police l'arrêta le 4 juin et, soumis à la torture, il avoua sa vraie identité et l'objectif de sa présence dans le pays. Condamné par le Tribunal spécial le 16 juin, il fut exécuté le lendemain. Avant d'être fusillé, il se refusa à déposer une demande de grâce et à « bénéficier » des derniers secours de la religion, comme le ferait van der Lubbe lui-même en janvier 1934.

48 Concentrationniste : membre de la Concentration antifasciste, le regroupement de la plupart des organisations politiques et syndicales de l'exil antifasciste italien en France, à l'exception des communistes et des anarchistes. Fondée en mars 1927 à Paris, elle se saborda en mai 1934.

49 Mario Mariani (1883-1951), écrivain à succès, journaliste et essayiste, membre de la Concentration. Exilé en France à la fin de l'année 1926, il y créa, avec quelques amis, le Partito Socialista Volontista, qu'il concevait comme une sorte de parti socialiste libertaire, partisan de l'insurrectionnalisme. Le PSV explosa en 1927, quand Mariani proposa de le transformer en société secrète. Expulsé de France en 1927, avec une centaine de ses partisans, il s'installa au Brésil en 1929.

50 Domenico Bovone (1903-1932) : une explosion survenue à son domicile le 5 septembre 1931 attira l'attention de la police. Soupçonné d'appartenir à une organisation antifasciste et de préparer un attentat contre Mussolini, il fut condamné à mort par le Tribunal spécial et exécuté le 17 juin 1932.

51 Organe mensuel de l'USI (Unione Sindacale Italiana), le syndicat regroupant les travailleurs syndicalistes révolutionnaires et anarchistes. Cette publication en exil fut relancée en 1930 à Paris. Elle fut publiée ensuite à Fontenay-sous-Bois puis à Bruxelles, où elle paraîtrait jusqu'en mai 1933. Camillo Berneri lui donna quelques articles importants avant de reprendre le titre à partir d'octobre 1936 à Barcelone et d'y faire paraître ses essais sur la situation espagnole.

52 *L'Adunata dei Refrattari*, journal italo-américain fondé à New York en 1922. Berneri lui donna de nombreux articles, dont le texte « Il POUM e noi » [Le POUM et nous] en défense du parti de Nin et Maurín, victime de la vindicte stalinienne. L'article parut le 1^{er} mai 1937, quatre jours avant l'assassinat de Camillo à Barcelone.

53 Journal fondé en mars 1928 par Berneri avec le républicain de gauche Silvio Schettini (de son vrai nom Silvio Bettini) et le socialiste Alberto Jacometti.

54 *La Libertà* fut le porte-parole hebdomadaire, édité à Paris, de la Concentration antifasciste.

1930, du communiste Mastrodonato⁵⁵, condamné à quatre ans d'emprisonnement pour détention d'explosifs, cette publication n'a fait que le qualifier d'espion et d'agent provocateur, en profitant du silence de la presse communiste officielle.

Les communistes staliniens excellent en la matière. Severino Di Giovanni⁵⁶ fut présenté dans *L'Humanité* comme un agent d'Irigoyen⁵⁷; Ersilio Belloni⁵⁸, condamné à trente ans de détention par le Tribunal spécial⁵⁹, fut présenté par ce quotidien comme un espion et Michele Schirru⁶⁰ qualifié, toujours par le même journal, de « provocateur » (*L'Humanité*, 28 mai 1931⁶¹).

Dans certains cas, la diffamation des héros et des martyrs relève de la tactique, mais dans d'autres cas, il y a quelqu'un à la manœuvre : et ce quelqu'un, c'est la police, comme nous pourrions le démontrer dans plus d'un cas de diffamation communiste.

Je crois que nous ne devons pas nous lasser de dénoncer ces méthodes ignobles, ces machinations équivoques. Certes, des actions seraient plus indiquées que les paroles : mais celles-ci ne sont pas inutiles.

Camillo BERNERI,

L'Adunata dei Refrattari, n° 21, 27 mai 1933.

Traduction et notes de M. Ch.



55 Ercole Mastrodonato était un exilé italien demeurant dans la région de Nice. La nouvelle de l'arrestation près du Cagnet de quatre « anarchistes italiens » (dont Mastrodonato) apparut en première page du quotidien pro-fasciste *Le Journal* (9 janvier 1930). Si Berneri se référait au « communiste » Mastrodonato, c'est qu'il devait en savoir bien plus sur lui que le scribouillard du *Journal*. 56 Severino Di Giovanni (1901-1931), anarchiste dès le début des années 1920, partit s'installer en Argentine en 1922, où il se livra à la propagande par le fait. Surnommé « el idealista de la violencia » par son biographe Osvaldo Bayer, il participa en particulier à la campagne pour la défense de Sacco et Vanzetti et à la lutte contre les représentants du fascisme italien à Buenos Aires. Arrêté en janvier 1931 après un échange de coups de feu avec la police, il fut exécuté le 1^{er} février de la même année.

57 Hipólito Irigoyen (1852-1933), politicien argentin, membre de l'Union civique radicale, fut élu deux fois président de la République argentine et renversé par un coup d'État militaire en septembre 1930.

58 Ersilio Belloni (1902-1978), d'abord communiste et membre des Arditi del Popolo, se rapproche des anarchistes en 1924. En janvier 1927, il quitte clandestinement l'Italie. Considéré en 1930 comme un « anarchiste dangereux » par l'OVRA, il prend contact avec les exilés décidés à mener la lutte armée contre le fascisme, dont Berneri, Rosselli et Pacciardi. Entré clandestinement en Italie, il est arrêté le 6 février 1931 à Rome, en possession d'un revolver. Après avoir reconnu le projet d'assassiner le Duce avec la complicité du républicain Luigi Delfini, il est condamné à une lourde peine de prison, qu'il purgera en partie jusqu'à sa libération par les partisans antifascistes, en janvier 1945.

59 De son nom complet, Tribunal spécial pour la sécurité de l'État et du régime fasciste : institué le 25 novembre 1926, il fut supprimé le 25 juillet 1943. La République sociale italienne (dite République de Salò) lui donna une nouvelle vie, de 1943 à 1945.

60 Michele Schirru (1899-1931), anarchiste sarde. Il émigra aux États-Unis en 1920 et y obtint en 1926 la nationalité américaine. En 1930, il revint en Italie avec l'intention de tuer Mussolini. Arrêté à Rome en février 1931, il fut jugé et condamné à mort le 28 mai et exécuté le lendemain.

61 Nous avons corrigé le lapsus du journal, ou de Berneri, qui faisait référence à 1930.

L'Écologie première

L'Écologie, non-nommée, a toujours existé comme ensemble évolutif de problèmes réels. L'œuvre planétaire multimillénaire de Philippe Descola montre que l'écologie a eu sa pleine part dans la production de « quatre modes d'identification de l'humanité » à la source des cultures puis des civilisations. En marasmes, massacres, miracles jusqu'au tragique doublé : déshumanisation de l'humain, dénaturation de la nature. Jusqu'où ? Jusqu'à quand ?

1./ Philippe Descola, auteur-monde du 21^e siècle et l'Écologie 1^{ère}

Dans le précédent n° 809 de *La Révolution prolétarienne*, nous référant aux pandémies virales d'hier et au Covid-19 mondialisé, nous avons évoqué l'œuvre de Philippe Descola, philosophe de formation, ethnographe en Haute Amazonie auprès des derniers descendants d'humains « premiers », là depuis 8 000 ans. Avec Philippe Descola (1986, 2005), sans qu'on le sache encore, s'ouvre ainsi à l'Écologie fondamentale entière et première. Il va la sortir du répétitif débat écologique limité. Il opère ce sursaut car il découvre une vision du monde liant régulièrement et en profondeur les humains et les non-humains. C'est le cas des animistes mais ailleurs aussi celui des totémistes. Les modernes ont disqualifié ces visions préhistoriques caricaturées en savoir limité dépassé. Descola découvre leur supériorité, cette considération des humains et des non-humains comme inséparables. Ces deux modes d'identification de l'époque préhistorique sont d'emblée construits comme un vécu écologique. Ce fil rouge premier va relier préhistoire et histoire à travers la révolution néolithique. Celle-ci relève de l'évolution écologique qui va substituer à « chasse, pêche et cueillette », l'agriculture et l'élevage. Avec l'organisation des sociétés développées, les grandes institutions s'inventent à mesure et rivalisent entre elles : religion, esthétique, économie, politique, législation, philosophie. Non posée comme telle, l'écologie est concrètement à l'œuvre et constitue la base des évolutions culturelles. Pour comprendre l'accession aujourd'hui de l'écologie au statut de philosophie première et de science intégrale, il est utile de découvrir ce qui s'est passé avant. Ne partons que d'Auguste Comte. Il propose une évolution en progrès qui va de la religion (les croyances) à la métaphysique (les idées) puis à la science (les faits). Or, il est redevenu favorable à la non péremption d'une dimension religieuse libérée des intérêts privés et retrouvant son humanité. En même

temps, les sciences se corrigent d'elles-mêmes : géométries non-euclidiennes, relativité einsteinienne, physique quantique. En même temps on découvre, à travers les tragédies des deux Guerres Mondiales (1914-1946), que les sciences classiques ne les ont pas empêchées, y contribuant même indirectement. Un sursaut s'est produit, repoussant métaphysique et science des premiers rangs au bénéfice de l'éthique. Déjà, chez Bergson puis chez Levinas. Premier doit être le souci de l'autre. L'écologie multimillénaire de Descola souligne que l'autre c'est la nature entière, humains et non-humains. L'écologie ne se substitue pas à l'éthique, elle la fonde.

2./ Anthropologie de la Nature et culture : écologie, idéologie, éthique

L'écologie n'est nommée qu'en 1866 par le biologiste Ernst Haeckel (1834-1919), introducteur de Darwin en Allemagne. Comment l'écologie aurait-elle pu ne pas exister avant ? Les humains ont toujours fait partie d'ensembles physiques, biologiques et sociaux en équilibres évolutifs. Ces ensembles écologiques non nommés mais vécus intensément (chasse, pêche, agriculture, élevage, transports fluviaux et maritimes) ont suscité des imaginaires, produit des symbolisations et orienté cultures et civilisations. Leur étude multimillénaire n'avait jamais été entreprise. Elle fait de Philippe Descola un auteur-monde(s). Le terme de monde(s) est d'ailleurs dans les titres mêmes de ses écrits (2005d, 2014 a, b, 2017). L'ouvrage qui porte l'étude fondamentale date déjà de 2005 sous le titre combatif de *Par-delà nature et culture*. Il ne s'agit pas de récuser ces notions puisqu'au Collège de France, Descola, de 2000 à sa retraite, a été titulaire de la Chaire d'Anthropologie de la Nature. Mais leur opposition radicalisée est devenue source de perversions multiples. La question centrale est celle des 4 « modes d'identification de l'humanité ». Elle se joue sous la forme d'interprétations des continuités et discontinuités perçues et imaginées entre humains et non-humains. Descola les nomme des « ontologies » puisqu'elles qualifient des êtres. Entre réel et imaginaire, ces ontologies sont ainsi en partie des « écologismes », des idéologies écologiques. L'écologie est en titre dans les livres de Descola depuis bientôt quatre décennies. Le mot émerge en 1984, 1985, 1986, se maintient en 1999 c, e., s'amplifie en 2010 c, d, f., se prolonge en 2011, 2019. 2020. Cette insistance sur l'écologie évoque aussi l'idéologie. Descola prend part au livre d'A. Cadoret (1985) *Protection de la nature : histoire et idéologie*. Plus tard,

elle voisine avec l'éthique quand Descola écrit une postface au livre de J.-B. Callicot (2010) : *Éthique de la Terre*. Bien avant la survenue du Covid-19, l'anthropologie de la nature considère l'écologie comme source des cultures. En témoignent les relations clairement établies par Descola (2010) entre type d'ontologie-écologisme et type d'iconologie (images masques, ornements, sculpture dessin, gravure peinture). Il a poursuivi cette étude, annonçant une nouvelle publication prochaine. L'écologie se révèle être aussi la base de l'anthropologie des institutions humaines. Religion, esthétique, économie, politique, information, législation, éthique ont tenté de répondre à ces problèmes écologiques (cf. déjà Marvin Harris, 1979) en rivalisant entre elles. Chaque grande institution a estimé qu'elle pouvait, à elle seule, proposer les meilleures solutions. Mais celles-ci ont toujours oscillé entre un ajustement prétendu et un détournement privatif, d'où ce mélange d'invention culturelle effective et de masque idéologique. Une très large part de la culture s'est trouvée produite dans une incroyable ambiguïté : marasmes, massacres et miracles. Aujourd'hui, les insuffisances institutionnelles sont criantes. Les cultures ne cessent d'être privées des moyens qui seraient ceux effectifs de l'ensemble humain. Idéologies religieuses, politiques, économiques, médiatiques entravent le développement de ce que le prix Nobel indien, Amartya Sen, a nommé la « capacité » de l'espèce humaine ou possibilité qu'advient de futures capacités non encore révélées.

3./ Le totémisme. Humains et non-humains en groupes parents

Descola fait la découverte de l'écologie comme source centrale en suivant une piste nouvelle. Les humains, vivant avec des non-humains dont ils dépendent, sont conduits à se penser ensemble. Ils le font en se comparant de deux points de vue : l'être extérieur et l'être intérieur. La référence à ces deux dimensions de l'être explique que pour Descola cette étude comparative soit nommée une « ontologie », science des êtres. Quatre orientations différentes apparaissent au fil des lieux et des temps multimillénaires. Avec une distinction évolutive. Pour la période préhistorique ces lieux et ces temps sont éclatés, non linéaires. Encore vrai au début de la période historique ça l'est de moins en moins quand s'étend la mondialité. Ces 4 conceptions qui mêlent faits et projections des humains, sont des écologies imaginaires, imaginées, symboliques. Et cela, pour Descola (2019 :16) selon une « voie intermédiaire ». Elle évite le déterminisme étroit à partir de la



Philippe Descola en Amazonie, 1976

stricte matérialité écologique mais aussi une projection purement idéale sans rapport avec elle. Ces productions culturelles sont, comme les adaptations piagétienes, un mixte d'accommodation et d'assimilation. Chaque écologisme est conscient de ses ressentis préalables et de ses expressions rituelles manifestes. Mais bien évidemment sans être en mesure de poser une analyse réflexive et comparative avec ressentis et expressions d'autres humains longtemps inconnus car ils sont avant, après, ailleurs. Les deux premières ontologies à référence ouverte/fermée ou écologique/écologiste se sont engendrées à la fin de la préhistoire avant la révolution néolithique. Notre écologisme actuel (le naturalisme de Descola (2019 : 39-40) sépare radicalement humains et non-humains. L'écologisme totémiste nous choque car il semble poser une identification à un animal. Or, celui-ci n'est pas le totem, il n'en est qu'une « incarnation » comme les autres êtres morphologiquement humains ou non-humains. L'être totémique originel strict relève de sa caractérisation comportementale selon des oppositions souvent duelles (« arrondi, anguleux » ; « rapide, lent » ; « clair, foncé »). En fait, chaque caractérisation recouvre tout « un ensemble d'autres qualités » associées (Descola, 2019 : 43). Cet ensemble concerne certains humains et certains non-humains, groupe d'êtres parents, relevant d'un même totem, un « être du rêve », véritable ancêtre originel commun. Les membres d'un groupe totémique, se distinguent ainsi de ceux des autres groupes. Cet écologisme installe une biodiversité considérable de consubstantialités multiples. Et, entre elles, la nécessité d'échanges divers dont l'exogamie. Bref, tout un ensemble de solidarités fondamentales ou supplémentaires entre les êtres vivants. Le totémisme ainsi défini n'est présent qu'en Australie.

4./ L'animisme : humains, non-humains, des âmes communicant

Seconde réponse, celle de l'animisme. L'extériorité est différente entre humains et non-humains mais l'inté-

riorité est semblable. Descola s'est immergé de façon continue (de 09-1976 à 09-1978) dans la tribu des Achuar qui fait partie des « Jivaros » (cent mille personnes). Ils vivent en Haute Amazonie, en Équateur. Descola découvre et étudie leur animisme et l'expose dans sa thèse (1983-1986) déjà sous-titrée *La Nature domestique. Symbolisme et praxis dans l'écologie des Achuar*. Cet écologisme pose qu'à l'origine tous les êtres sont semblables. Perdant telles ou telles caractéristiques les non-humains sont devenus animaux, plantes et autres. Cependant, tous ont conservé leur âme, intériorité commune à tous les êtres à, partir de laquelle tous peuvent communiquer. L'animisme, sous diverses variétés, est présent en Amérique subarctique, en Mélanésie, en Asie du Sud-Est. On a parfois fait à Descola le reproche de laisser la notion de non-humain dans un certain flou. C'est faire un contre-sens sur son étude. Ce n'est pas à lui de décider qui est non-humain ou pas. En passant d'un écologisme à l'autre les êtres réunis comme non-humains peuvent changer. La réunion la plus complète et la plus diversifiée est sans doute animiste. Elle comprend les esprits, les êtres vivants mais aussi les êtres physiques : pierres ou grands éléments vibrants comme l'eau, l'air, le feu. Les sciences actuelles cherchent aujourd'hui les correspondances entre les caractéristiques des êtres premiers et celles des êtres suivants auxquels ils ont contribué.

5./ L'analogisme des sociétés royales-impériales antiques et médiévales

5.1./ Différence générale des êtres. Situations et rôles analogues au sein du Tout

Le 3^e écologisme, l'analogisme, présente alors humains et non humains comme différents aussi bien en intériorité qu'en extériorité. Comment la différence a-t-elle pu devenir à ce point cette caractéristique générale du réel ? Elle est partout déjà entre les humains eux-mêmes. L'agropastoral de la révolution néolithique est source de croissance démographique. D'où des sociétés holistes, étendues en territoires, abondantes en populations : Cités-États, royaumes, empires. Les institutions de gouvernance s'adaptent à l'ampleur des sociétés. Ainsi s'imposent les notions de distance, de hiérarchie, de différence (quasiment de nature) entre humains de base et chefs, rois, et empereurs. Il y a d'ailleurs entre eux des « corps intermédiaires. Déjà, une aristocratie royale qui se nomme en Grèce les meilleurs. Rois et empereurs se réclament de leurs relations directes complices avec les dieux. Ils en reçoivent des bienfaits qu'ils transmettent aux humains. Souverains tout puissants de leur vivant, ils peuvent même devenir des dieux après leur mort. Au cœur de cette hiérarchie de différences radicales, il n'en demeure pas moins que les uns et les autres sont soumis au cadre général d'organisation. De ce fait, ils se retrouvent dans des situations

non pas identiques mais analogues à des degrés différents, inférieurs ou supérieurs. Pour ce 3^e écologisme, si le monde n'est fait que de différences, il y a entre elles toutes des analogies situationnelles et destinales fondatrices d'un ensemble organisé cohérent.

5.2./ La grande chaîne des êtres, l'organisation d'ensemble et ses analogies

En effet au sein de cette organisation totale qui les lie, places, fonctions, évolutions peuvent avoir des analogies entre elles. Par exemple, d'ordre hiérarchique. Ainsi, dans la grande chaîne du commandement. Situations et rôles sont analogues. Ce que A qui commande est à B commandé, B qui commande l'est à C commandé. Et ainsi de suite ! « Chef de », « subordonné de » sont des analogies qui ne suppriment en rien les différences fondamentales. Dans la grande chaîne des êtres, tous concourent, chacun à sa place et dans son rôle à l'équilibre de la totalité bio-socio-cosmique d'humains et de non-humains. S'ils cessent d'être fidèles à leur mandat, même les rois et les empereurs déclinent, s'effondrent et sont remplacés par ceux mieux en mesure de remplir la tâche. Une éventuelle métempsychose prolonge l'adéquation entre actes et tâches inscrites. Dans la vie future on se retrouve à la place à tort mise en œuvre dans la vie précédente. Régressions et progressions sont des analogies qui elles aussi ne suppriment en rien les différences des êtres. Tous relèvent d'une intelligibilité d'ensemble à travers la multiplicité des analogies qui les lie.

5.3./ Dieux, Rois, animaux : Un analogisme des puissances !

Les analogies sont des catégories relationnelles supposées externes aux êtres mais s'appliquant à tous. Elles permettent de continuer à penser et à communiquer dans l'ensemble ininterrompu des différences. À la base, chaque être est unique et situé : temps, lieu et tâche uniques. Les analogies de puissance ont été ressenties très tôt par les humains. Quand ils ont identifié les éléments naturels calmes ou déchaînés à des dieux. Voire aussi quand ils ont reconnu les animaux puissants réels ou imaginaires menaçant, ou aidant tel Pégase. Les humains ont mêlé puissances naturelles, animales, esprits et divinités. L'analogie traverse



les différences démultipliées. Chaque unicité puissante peut se rendre identique en apparence à une autre unicité. Des êtres différents ont des analogies d'action telle la séduction.

Séduire les mortelles, prendre l'apparence de leur séducteur attendu, naturel ou imaginaire, et devenir pluie d'or, cygne ou taureau était de pratique courante pour Zeus. Les unicités divines les plus puissantes usent de nombreux avatars sans compromettre leur unicité. En Grèce, Protée est lion, dragon, panthère, grand arbre, eau courante. En Inde, Vishnu est poisson, tortue, serpent, sanglier, cheval blanc, homme lion. En Égypte, le taureau Apis fait l'objet d'un culte déjà sous Ménès qui unifie la basse et la haute Égypte. Les Dieux étant assimilés aux puissances animales, les Pharaons font de même. Thoutmôsis 1^{er} (18^e dynastie), écrit dans son Édificatoire de couronnement : « Mes titres sont : taureau puissant qui s'élève comme une flamme, le plus vaillant de tous... le dispensateur de vie ». Les assimilations des dieux aux puissances animales ont été très nombreuses. Les grands rapaces, aigles et faucons, ont la part belle. Ils impressionnent par la hauteur atteinte dans le ciel, la vue précise dans la découverte des proies, la vitesse avec laquelle ils les atteignent. Horus, grand dieu du ciel, est figuré par un corps d'homme à tête de faucon. Chez les humains puissants, cette figuration est aussi largement répandue. L'aigle est référence étatique de la Perse à l'Empire romain. Puis pour nombre de royaumes et empires européens : Allemagne, Pologne, Russie, Albanie. Les cultes sont même rendus aux animaux domestiques et perdurent. Certes, dans l'ancienne Égypte, Anubis prenait la forme d'un grand chien sauvage. Or, en 1560, en Europe de l'Est, un évêque samarite reproche encore à ses fidèles de pratiquer le culte du chien (un évêque déjà « naturaliste » !).

6./ Herméneutique de l'évolution éclatée des 4 ontologies-écologistes

6.1./ Différentiel « totémisme, animisme » : du consubstantiel à la communication

Notre souci de rendre compte de l'œuvre de Descola en présentant ses quatre ontologies (écologistes) pourrait tromper en faisant croire à un simple souci de savoir classificatoire et encyclopédique. Rien de tel. Dans une conférence lumineuse, Descola (2019 :49) emploie une autre dénomination : « quatre modes d'identification de l'humanité ». Quatre sortes de réponses au « Connais-toi toi-même ! ». S'il nous met en leur présence au fil des millénaires, c'est pour que nous puissions découvrir et penser l'évolution des sens que ces quatre ontologies écologistes donnent aux cultures et aux civilisations qui les expriment. Ainsi la « parenté totémique » entre humains et non-humains devrait être pensée en termes de création d'une première configuration bio-sociétale d'association d'humains et de non-humains. Les

humains ont besoin de communiquer et d'échanger avec d'autres humains. Cela requiert de pouvoir se définir de façon claire et fondée aux yeux des autres sans les blesser. Une identité venue *de facto* de la nature est dans ce cas. Les relations interactives aux mondes des différents vivants étaient alors autrement présentes. Les émotions prégnantes ne manquaient pas. Il ne s'agissait pas d'une comparaison cognitive distanciée. Une identité est une affaire d'être, elle est d'ordre ontologique. Quoi de mieux fondateur qu'une parenté originelle? Cela pouvait être respecté et unificateur du côté des membres du groupe totémique. Et ils pouvaient se faire respecter par les membres d'autres groupes. Double avantage. La parenté originelle commune avec des non-humains qualifiés affermissait la croyance aux qualités semblables des membres du groupe. En même temps, cette identité ne peut pas apparaître comme prétentieuse, offensante, elle est un fait naturel indépendant des volontés. Le totémisme donne à chaque groupe unité et identité pour lui-même et face aux autres dans les échanges. Il affiche la solidarité des humains avec le monde des autres vivants. Sur ces bases totémistes bien identifiées on peut reconnaître que, dans l'animisme, l'interdépendance entre humains et non-humains est moins serrée. Le lien entre humains et non-humains n'est plus d'ordre consubstantiel. Il ne répond plus à une fondation ontologique commune originelle. La différence en extériorité est radicale. La ressemblance en intériorité, la disposition d'une âme garantissent certes la possibilité de communiquer si humains et non-humains souhaitent le faire et veillent à le réaliser. La communication n'a rien d'assuré, il faudra trouver des raisons de la vouloir.

6.2. Différentiel de l'analogisme : les relations aux liens de tous émergeant du Tout

Dans l'animisme, les communications entre humains et non humains existent de façon personnalisée, individuelle ou collective. Il n'en va plus de même dans l'analogisme. Sa focale quitte le domaine des relations individuelles ou groupales pour prendre en compte et en charge les plus vastes ensembles sociétaux nouveaux. Ce qui tient ensemble humains et non-humains, et aussi humains entre eux, n'est pas en mesure de pouvoir être confié à des communications aléatoires. Cela dépend directement de la grande organisation elle-même. Les êtres y trouvent leur propre identité fonctionnelle et les raisons de leurs conduites déjà inscrites. L'organisation d'ensemble contribue à les faire ce qu'ils sont

Les librairies militantes intéressées par un dépôt de la revue et les syndicats souhaitant recevoir un numéro gratuit nous le disent en envoyant un mail à redactionrp@gmail.com, mais ne seront peut-être servis que pour le numéro suivant.

en partie indépendamment de leur vouloir qui doit seulement s'employer à s'y conformer. Voyons les maîtres mots de l'analogisme. D'abord en scène, la « différence », les « différences » ! L'accent est mis et s'accroît quand la différence prend des allures d'immuable hiérarchie des êtres. Ce qui est au dessus même des dieux (la Nécessité), puis les dieux, les empereurs, les rois et le corps intermédiaire d'une aristocratie. Enfin, la différence entre hommes libres et esclaves. Elle est d'abord liée aux guerres faisant des vaincus à détruire par les vainqueurs, ou évitant la mort mais à la merci des vainqueurs. Que de degrés différenciant les humains et de même pour les animaux. L'analogisme doit se justifier aux regards des peuples différents liés dans l'empire. Pas d'abord, et jamais seulement dans un exposé théorique argumenté (dogme), mais dans des pratiques constantes et renouvelées. D'où les analogies, car que tout corresponde démontre que l'organisation d'ensemble se présente comme la perfection du Tout. La répétition généralisée des situations, des tâches prescrites et agencées entre elles, fait signe comme preuve de vérité d'un Tout assuré. Les déviations restent possibles mais des correctifs entrent en jeu. Dès cette vie grâce au droit et à l'éthique qui identifient et condamnent. Éventuellement, dans les recompositions post-mortelles des vies futures (métempychose). Dans le confucianisme, les souverains eux-mêmes, s'ils ne respectent pas leurs tâches, sont condamnés à la déchéance et remplacés. Ainsi, dans l'analogisme, s'impose la forte unité d'un univers dynamique, évolutif où règne pourtant une diversité totale des êtres. C'est qu'ils sont tous supposés agir au bénéfice du Tout sinon de tous.

Ce qui se révèle à cette étape de l'étude, c'est que, sur le très long cours dispersé les « substances » des trois ontologies-écologistes – consubstantialité multiple répartie dans le totémisme ; communications ajustées dans l'animisme ; complémentarité de chaque être en fonction du Tout dans l'analogisme – mettent finalement en scène une diminution de l'implication relationnelle individuelle et collective entre humains et non-humains. Cela, du 1^{er} au 2^e et au 3^e. Voilà pour l'évolution sans linéarité définie de la préhistoire à l'histoire antique et médiévale. Par contre, en relation à la suite de l'histoire, moderne, les trois écologistes maintiennent tous un certain type de « continuum » entre humains et non-humains. Ce continuum le « naturalisme » va le briser.

(À suivre : « *Naturalisme, dénaturation radicale* »).

Jacques DEMORGON

Bibliographie limitée de Philippe Descola

- Descola P. 2019. *Une écologie des relations*. CNRS Éditions.
 2018. *Les natures en question*. Paris : O. Jacob.
 2017. 2014 *La composition des mondes. Entretien avec P. Charbonnier*. Flammarion.
 2016, 2011. *L'écologie des autres. L'anthropologie et la question de la nature*. Versailles : Éd. Quae.
 2015, 2005. *Par-delà nature et culture*. Paris : Gallimard.

2014 av. Ingold Tim. *Être au monde. Quelle expérience commune ?* Lyon.

2010. *Diversité des natures, diversité des cultures*. Paris : Bayard.

2010. *La fabrique des images*. Somogy Éd. d'art.

2010 'Postface' in J.-B. Callicott. *Éthique de la terre*. Marseille : Ed. Wildproject, pp. 292-295.

1986. *La Nature domestique : symbolisme et praxis dans l'écologie des Achuar*. Paris : MSH.

1984. Limitaciones ecológicas del desarrollo de la Amazonia in *Población Indígena y Desarrollo Económico*, Quito: Ediciones Abya-Yala, pp. 71-82.



Dépôts en librairie

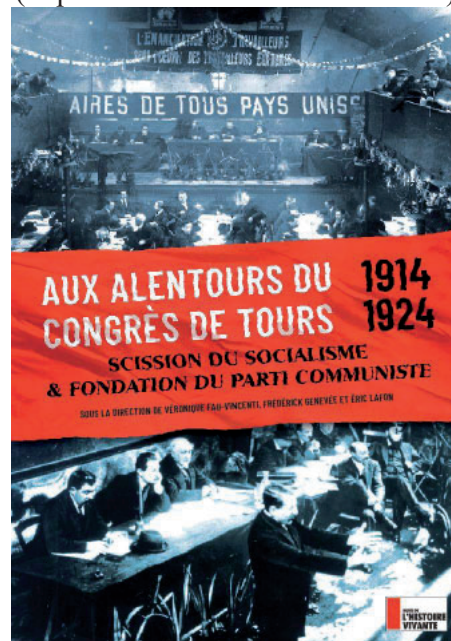
La RP est disponible (en petite quantité) dans les librairies suivantes:

- ◆ Librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris.
- ◆ Librairie La Brèche, 27 rue Taine, 75012 Paris.
- ◆ Librairie Transit, 45 bd de la Libération 13001 Marseille.
- ◆ Librairie l'Odeur du temps, 35, rue Pavillon 13001 Marseille
- ◆ Librairie L'Hydre aux mille têtes, 96, rue Saint-Savournin 13001 Marseille.

Aux alentours du congrès de Tours

Ce livre est en offre promotionnelle jusqu'à la date d'inauguration de l'exposition au Musée de l'histoire vivante le 1^{er} octobre 2020.

(<http://www.museehistoirevivante.fr>)



Crimes policiers, classe et « race »

En lien avec une actualité brûlante qui a fait ressurgir les discussions sur le « privilège blanc », nous proposons une contribution parue en 2019 d'un des deux auteurs qui ont initialement forgé ce concept (en 1967). Conçue comme un instrument de la lutte de classe, la théorie du privilège blanc entendait montrer comment les avantages relatifs dont bénéficiaient certains prolétaires (« blancs ») par rapport aux autres les poussaient à accepter d'être eux-mêmes dominés par les véritables privilégiés, à savoir la classe capitaliste. Il ne s'agissait pas de dénoncer les privilèges démesurés dont auraient bénéficié les blancs de toutes les classes, mais au contraire la propension des prolétaires blancs à se contenter de miettes et à ne pas se révolter contre leur condition de classe : la bourgeoisie faisait croire à une partie des prolétaires qu'elle avait des privilèges et que, leur sort et le sien étant comparables, ils avaient partie liée. Dénoncer le « privilège blanc » était donc indispensable pour assurer l'unité de classe du prolétariat américain.

Aujourd'hui la théorie du privilège blanc a été renversée en son exact contraire. Elle est devenue un outil de culpabilisation individuelle des « Blancs » et d'invisibilisation des classes sociales. Grâce à cette théorie on fait de nouveau croire aux prolétaires « blancs » qu'ils sont privilégiés, que leur sort et celui de la classe dominante sont comparables, et que, tant dans leur logement, leurs conditions de travail et leurs revenus, que dans le traitement que leur réserve la police, ils appartiennent à l'élite et n'ont aucune raison de se révolter mais doivent se flageller. Cela nécessite évidemment de falsifier les données et la réalité des conditions vécues par l'ensemble des prolétaires, et de tout réduire à la « race ». Ce texte entend remettre les pendules à l'heure.

I.P.



Lorsque je faisais des recherches pour *How the Irish Became White*, je me suis intéressé à la population carcérale de Philadelphie de 1815 à 1824 et j'ai constaté, sans surprise, que la proportion des Noirs parmi les détenus était bien plus importante que dans le reste de la ville. Cependant, quand j'analysai les revenus, le déséquilibre se voyait quasiment réduit à néant : parmi les habitants les plus pauvres, qui représentent un tiers de la population et d'où sont issus les détenus, un homme sur douze, en proportions à peu près égale chez les Noirs et chez les Blancs, était en prison. (Routledge, 1995, p. 44-48).

Étaient-ils en prison parce qu'ils étaient noirs ou parce qu'ils étaient pauvres ? La question est mal posée. Pour des raisons historiques, il y avait plus de Noirs que de Blancs parmi les pauvres ; même sans

la discrimination légale basée sur la « race », les Noirs auraient été plus nombreux à aller en prison. C'est cependant parce que ce sont d'anciens esclaves qu'on les a les rangés dans une « race » distincte. C'est le serpent qui se mord la queue.

Nous sommes peut-être confrontés au même type de dilemme en ce qui concerne les crimes policiers d'aujourd'hui. Les Noirs représentent environ 12 % de la population américaine, mais ils constituent environ 25 % des personnes tuées par la police. Les choses sont assez simples en apparence : ils sont deux fois plus tués que ce qu'ils représentent globalement. Cependant, d'après une étude, la situation ne diffère guère de ce que j'avais constaté pour Philadelphie : la classification des personnes par « race » dissimule une grande partie de la vérité. Il faut donc peut-être savoir dépasser les apparences.

L'étude mentionnée « passe en revue toutes les données disponibles sur les fusillades policières pour l'année 2017, et les analyse en fonction de la géographie, des revenus et des niveaux de pauvreté, ainsi que de la race ». Sa présentation étant un peu rebutante, je tenterai ici de présenter ses conclusions les plus importantes afin de les rendre accessibles au lecteur ordinaire. Pour l'essentiel, je me suis contenté de reproduire ce qui est écrit dans l'étude. À quelques endroits, j'ai reformulé le texte, mais je n'ai apporté aucune modification de fond. Je ne peux qu'encourager les lecteurs à consulter l'original, qui se trouve ici : <https://www.wsws.org/en/articles/2018/12/20/kill-d20.html>

L'étude divise les États-Unis entre les zones où des crimes policiers ont eu lieu et celles où il n'y en a pas eu, et les compare.

Selon le Bureau du recensement américain, 328 millions de personnes résident aux États-Unis. Les Blancs non hispaniques représentent 60,7 % de la population, les Noirs ou Afro-Américains 13,4 %, et les Hispaniques ou Latinos 18,1 %. En 2016, le revenu annuel médian en dollars des ménages s'élève à 55 322 dollars et le pourcentage de la population vivant dans la pauvreté à 12,3 %.

La zone [où des crimes policiers ont eu lieu] compte 91 526 100 personnes. Autrement dit, un peu plus d'un quart de la population américaine vit dans une ville ou un comté où un crime policier a eu lieu et, inversement, un peu moins des trois quarts vivent dans des villes ou des comtés qui n'ont pas connu de tels crimes.

La population [de la zone où les crimes policiers ont eu lieu] présente des caractéristiques démogra-

phiques très différentes de celles de l'ensemble des États-Unis. Les Blancs non hispaniques représentaient 44,5 %, les Noirs 18,6 % et les Hispaniques 26,7 % de cette région. Le revenu médian des ménages est légèrement inférieur, à 52 218 dollars par an.

Si l'on compare les taux de pauvreté dans les deux zones, la disparité est encore plus marquée. Le taux de pauvreté est de 19,5 % dans ce que l'on pourrait appeler la zone des crimes policiers. Il n'est que de 9,5 %, soit moins de la moitié de ce taux, dans le reste du pays.

La configuration démographique varie considérablement d'un État à l'autre et d'un centre de population comme une métropole à une petite communauté rurale. Les États du Sud-Est ont une importante population noire à la fois dans les zones urbaines et rurales, le Midwest est majoritairement blanc, en particulier en dehors des centres urbains, et le Sud-Ouest a une très forte population hispanique. Les centres métropolitains ont des populations minoritaires plus importantes tandis que les communautés rurales sont majoritairement blanches. Il existe également des variations socio-économiques considérables au sein de ces régions.

La violence policière s'exerce essentiellement sur les hommes situés au bas de l'échelle socio-économique : dans les zones rurales en dehors du Sud, principalement sur des hommes blancs ; dans le Sud-Ouest, de manière disproportionnée sur les hommes hispaniques ; dans les villes de taille moyenne et les grandes villes, de manière disproportionnée sur les hommes noirs. Il est significatif que dans le Sud rural, où la population est mixte sur le plan racial, les hommes blancs et les hommes noirs sont tués par la police dans des proportions presque identiques.

Les Noirs sont tués en nombre très disproportionné dans les grands centres urbains et continuent d'être surreprésentés dans les petits centres urbains. Cependant, la moitié de tous les meurtres commis par la police se produisent dans les zones rurales, qui représentent une fraction beaucoup plus petite de la population nationale, et qui sont composées en majeure partie de Blancs non hispaniques. C'est là que les décès de personnes blanches commencent à « rattraper » les décès de personnes noires, et finissent par les surpasser.

Dans l'État d'Alabama, 25 personnes ont été tuées. Quatorze (56 %) ont été identifiées comme étant blanches, sept (28 %) étaient noires et une (4 %) était hispanique. Les données démographiques actuelles de l'État indiquent qu'il y a 65,8 % de Blancs, 26,8 % de Noirs et 4,2 % d'Hispaniques. Il n'y a pas de « préférence » de la police pour des cibles noires plutôt que pour des cibles blanches. On a constaté une semblable « neutralité » de la part de la police dans le Mississippi, un État qui, d'un point de vue historique, n'a rien à envier à l'Alabama pour ce qui est de l'arriération.

L'explication raciale de la violence policière s'effondre précisément là où elle devrait s'appliquer le mieux.

Le nombre de Blancs tués par la police dans les zones rurales, 292, est à peu près deux fois plus élevé que le nombre de Noirs tués par la police dans les zones urbaines, 149. Les revenus et les taux de pauvreté dans les deux zones sont comparables : les victimes blanches et noires des violences policières vivent dans des zones ouvrières à faibles revenus, caractérisées par des taux de pauvreté bien supérieurs à la moyenne.

Les Blancs pauvres sont par essence invisibles dans le débat national sur les crimes policiers. Les données actuelles montrent que ce que les Blancs et les Noirs tués par la police ont en commun, c'est la pauvreté.

Les auteurs de l'étude estiment que « d'énormes ressources ont été mobilisées pour diffuser la mythologie attribuant les crimes policiers à « la race et non à la classe ». Ils attribuent l'invisibilité des Blancs pauvres à « des groupes soi-disant de gauche [qui] promeuvent des conceptions raciales pour défendre le système économique capitaliste dans lequel leurs propres intérêts matériels sont enracinés », et désignent spécifiquement la DSA [Democratic Socialists of America] et Black Lives Matter, qui a obtenu le soutien de la Fondation Ford, de Nike et d'autres institutions liées à la classe dirigeante. En supposant que l'enquête soit exacte, cela doit constituer au moins une partie de la vérité. Y a-t-il d'autres explications ? Pourquoi les Blancs pauvres ne se sont-ils pas révoltés, comme l'ont fait les Noirs à Ferguson, Baltimore et ailleurs ?

28 avril 2019

Noel IGNATIEV

Texte paru sur le site : <https://hardcrackers.com/survey-police-killings-race-class/>.

Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Irène Pivarec

Noel Ignatiev (1940-2019) est un militant révolutionnaire états-unien. Ses principales influences théoriques sont Marx, Du Bois, et C.L.R. James. Ayant milité dans les *Students for a Democratic Society* dans sa jeunesse, il se rendit célèbre pour avoir théorisé avec Théodore Allen le « privilège blanc ». Il est resté fidèle toute sa vie à ce « nouvel



abolitionnisme » (abolir les pseudo-privilèges liés à la couleur de peau afin d'abolir la société de classe), militant pour l'auto-activité de la classe ouvrière et sa libération des chaînes mentales et matérielles qui pèsent sur elle. Auteur du livre *How the Irish Became White* (Comment les Irlandais sont devenus blancs), il déplorait la façon dont les spécialistes et les libéraux, autrement dit la bourgeoisie, avaient récupéré la théorie du privilège blanc.

Les nôtres

Nous avons appris en juillet avec stupéfaction et une grande tristesse que notre amie et camarade Fabienne Melmi nous avait quittés. Toutes nos condoléances et notre solidarité à son compagnon Alain.

**Nous ne voulons pas de médaille,
mais l'égalité et la fin des violences au travail**

Pétition sur

<https://agir.actionaid.fr/stop-violences-travail/>

(soutenue par la CGT, Solidaires, la FSU et l'UNSA)

Sur notre blog

REVOLUTIONPROLETARIENNE.WORDPRESS.COM

La Fascinante Démocratie du Rojava

Un entretien avec Pierre Bance extrait du n°2 de *Chroniques Noir & Rouge*, avec son aimable autorisation. Nous avons publié une recension du n°1 de cette revue dans le dernier numéro de *La RP*.

<https://revolutionproletarienne.files.wordpress.com/2020/06/la-fascinante-democratie-du-rojava-chroniques-noir-et-rouge-tire-a-part.pdf>



La Fascinante Démocratie du Rojava

On parle beaucoup du Rojava, mais qu'en sait-on vraiment au-delà des clichés guerriers ? En 2017, les Éditions Noir et Rouge publiaient *Un autre futur pour le Kurdistan ? Municipalisme libertaire et confédéralisme démocratique* écrit par Pierre Bance. En octobre sortira, de ce même auteur, *La Fascinante Démocratie du Rojava. Le Contrat social de la Fédération de la Syrie du Nord*. Alors que le premier livre s'attachait à expliquer le municipalisme libertaire et le confédéralisme démocratique, puis en recherchait la mise en application en Turquie et au Kurdistan de Syrie, ce nouveau volume se penche sur l'œuvre de la révolution du Rojava, et plus spécialement sur ses aspects idéologiques, juridiques et institutionnels. Curieuses d'en savoir un peu plus, les *Chroniques* se sont entretenues avec l'auteur.

CHRONIQUES NOIR & ROUGE 7

Sur internet

Emna Charki et la liberté de conscience : une affaire emblématique des luttes à venir

Une étudiante a été condamnée en juillet à six mois de prison par la justice tunisienne pour avoir partagé sur sa page Facebook un texte satirique qui détournait le style d'une sourate du Coran. On retrouvera l'article écrit à ce propos par notre camarade Nedjib Sidi Moussa en ligne à <https://www.middleeasteye.net/fr/opinion-fr/tunisie-emna-charki-droits-libertes-coran-islam>.



La CNT-SO dans le nettoyage

Un article de *Sociologie du travail* (fin 2019) sur la CNT-Solidarité Ouvrière dans le nettoyage parle d'un « compromis idéologique » : « nuancer la contradiction souvent invoquée entre luttes juridiques et luttes sociales pour concevoir le recours au droit et le recours à la grève comme un véritable continuum de pratiques ». A lire sur <https://journals.openedition.org/sdt/28336>.



Liban

Solidarité laïque, association notamment soutenue par les organisations syndicales enseignantes (Sgen, UNSA, FSU, FO) et la LDH, a lancé un appel à dons d'urgence suite à la catastrophe de Beyrouth. Voir aux pages: <https://mailchi.mp/solidarite-laique/solidarite-beyrouth-704650> ou <https://soutenir.solidarite-laique.org/b/mon-don>.



Histoire du syndicalisme

Deux nouveaux textes sont à retrouver ou découvrir sur <https://bibliothequedesyndicalismerevolutionnaire.wordpress.com>: *Les soupes communistes* (1912) et *La Vie ouvrière reparaitra le 16 avril* (1919).

L'ancien hedomadaire confédéral de la CGT, *La Voix du peuple*, a été numérisé pour la période de 1900 à 1907 sur <https://archivesautonomies.org/spip.php?rubrique640>.



Le Maitron en ligne

Le 5^e volume du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international*, consacré à l'Allemagne, fut publié en 1990 aux Éditions ouvrières. Numérisé et actualisé en 2019, il est désormais en ligne, avec l'appareil critique d'origine et enrichi de liens hypertexte au sein des 539 articles qui le composent: <https://maitron.fr/spip.php?article229751>.

S. J.

Revue

Les Utopiques N°14 (été 2020)



J'ai toujours lu avec le plus grand intérêt la revue *Les Utopiques* (de l'union syndicale Solidaires). Dans le dernier numéro reçu, le sujet est: Syndicalisme et féminisme. Dans un article trop court, Sophie Binet (CGT) évoque une convention adoptée par l'OIT mais qui doit encore être ratifiée par les États. Laetitia Zenevich présente l'organisation *Women on*

Waves et sa défense internationale du droit à l'avortement. Anne Bennot-Millant aborde la question des violences conjugales sur les personnes âgées.

Mais dans ce numéro, il y a une fois de plus des problèmes, enfin un et toujours le même : l'infusion ici ou là d'une pensée « racialisée »¹, décoloniale, intersectionnelle délibérément non consensuelle voire agressive qu'on appelle parfois celle de la gauche universitaire plus ou moins postmoderne ou de la gauche régressive anglo-saxonne. C'est exprimé plus clairement que souvent dans l'article *Laisser la place aux premières concernées* de Manel Ben Boubaker, de Sud éducatif 93, encore que, quand elle défend des invitations aux stages controversés de « chercheur-e-s racisé-e-s » pour « visibiliser » leurs travaux (qui ne sont pourtant pas confidentiels), elle sait très bien que ce n'est pas la pigmentation de la peau desdit-e-s chercheur-e-s qui a fait polémique mais leurs idées et leurs propos, pour certain-e-s complaisants avec l'antisémitisme². Cette contributrice a au moins la franchise de ses idées, même si c'est parfois peu aimable envers certain-e-s de ses propres camarades de Sud (qui relèveraient de « l'islamophobie la plus répugnante »). Tout peut et doit être dit franchement entre camarades, y compris des divergences qui semblent de plus en plus irréductibles. Ce qui m'a en revanche interpellé c'est une note dans une autre contribution : « *L'universalisme abstrait dominant la pensée politique en France ne permet pas de penser le décalage entre l'égalité proclamée des droits des personnes devant la loi et les processus de discriminations de groupes sociaux minoritaires (au sens de dominés dans les rapports de pouvoir)* ». Personne ne nie ce « décalage » depuis les enrégimés des sections ouvrières de Paris des années 1790, mais est-ce l'universa-

lisme (comme s'il n'y en avait qu'un³) qui empêche de le penser ou est-ce là un des marqueurs de cette gauche régressive montrés par Vivek Chibber⁴ ? Et surtout : est-ce qu'on traite ça dans une note de bas de page ?

Ces polémiques semblent donc devoir se diffuser à tous les champs thématiques, elles ne sont jamais l'objet de discussions directes mais s'installent en cohabitation, en juxtaposition, par des approches qui ont développé leur propre credo, avec du coup dans plusieurs contributions cette impression d'être entraînés dans une sorte de guérilla implicite de vocabulaires et de postures, qui certes traversent beaucoup d'organisations mais balkanisent la réflexion. Un jour il sera utile que ces divergences soient traitées frontalement dans un dialogue pluraliste constructif.

Hormis ces réserves sur certaines contributions, il faut redire que *Les Utopiques*, par sa qualité graphique et la diversité des expériences de ses contributions, garde un vrai et assez rare potentiel d'analyses en prise avec les pratiques de terrain.

S.J.

Deux numéros des *Utopiques* sont librement téléchargeables : le n°10 sur l'autogestion (https://www.syllepse.net/syllepse_images/utopiques-autogestion.pdf), et le n°12 sur la Sécurité sociale (https://www.syllepse.net/syllepse_images/utopiques-prot-sociale.pdf).

³ Voir par exemple *Pour un universalisme émancipateur* de Léo Picard (2015) sur <https://lahorde.samizdat.net/2015/06/25/pour-un-universalisme-émancipateur/>

⁴ Voir *L'universalisme, une arme pour la gauche*, de Vivek Chibber, dans *Le Monde diplomatique* (mai 2014)

Prix Jean Maitron 2020

Le prix Jean Maitron est décerné chaque année en novembre ou décembre. Il couronne un mémoire de master en sciences humaines et sociales d'un.e étudiant.e dont les travaux prolongent l'œuvre de Jean Maitron décédé en 1987. Jean Maitron (1910-1987), instituteur syndicaliste puis maître de conférences à l'Université Paris 1, est à l'origine de la fondation du Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (CHS); il fut l'initiateur du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* qui rassemble aujourd'hui 200 000 biographies et parcours de vie militante. Ce mémoire d'histoire, de sociologie, de science politique... doit avoir été soutenu au cours des deux dernières années universitaires. En 2019, Mathieu RIVERO a reçu le prix Maitron pour son mémoire « Le quartier Berriat Saint-Bruno de Grenoble : la formation d'une identité ouvrière (1906-1925) ». Le mémoire est à adresser en un exemplaire numérique (pdf) avant le 1^{er} octobre à Camille Bourdiel (camille.bourdiel@univ-paris1.fr). Le prix est de 1 500 euros.

¹ Surgi il y a quelques années lors de querelles au sein de l'extrême gauche sur l'utilisation du mot "race", racialisé renvoie par extension (probablement abusive dans certains cas) à l'antiracisme politique des "premiers concernés".

² Voir notre note de lecture des *Utopiques* n° 8 dans *La RP* N°802.

Jazz lieutenant

Malo Durand, Erwan Le Bot, Jiwa, *Jazz Lieutenant*, Châteaulin, Locus Solus, 2018, 16 €.

James Reese Europe fait partie de ces artistes noirs qui ont triomphé sur la scène étatsunienne avant même que le combat pour les droits civiques prenne de l'ampleur.

Quand il arrive à New York, en 1902, le temps est à la réduction massive du corps électoral. En réaction au 15^e amendement de 1870, interdisant de contester la participation électorale des anciens esclaves, les états du Sud ont entrepris, entre 1890 et 1910, de mettre au point des procédures spéciales pour priver les électeurs noirs et pauvres de leur droit de vote. Les *literacy tests* (tests de culture générale), posant des questions variées sur la Constitution, l'histoire, éprouvant les capacités logiques, visent efficacement à les exclure. Ils ne seront abolis qu'en 1965¹.

Mais le jazz, mot pratique et fourre-tout, sous lequel on range les nouvelles musiques composées et interprétées par des Noirs, *cakewalk*, *ragtime*, séduit les foules, toutes races confondues, aux États-Unis comme bientôt en Europe. Le jazz n'est pas simplement une nouveauté qui éclipse d'anciennes sonorités : « *Cette plainte de l'esclave mise en rythme* » (William DuBois) est aussi un message politique et une revendication. Évidents pour les Noirs comme pour les Blancs, tels Irene et Vernon Castle, des danseurs et « animateurs » très populaires, qui lancent le *foxtrot* en France et aux États-Unis ; ils prennent pour directeur musical James Reese Europe, que David Mannes, premier violon du New York Symphony Orchestra, aide, de son côté, à fonder une école de musique pour les enfants de Harlem.

Au moment où se précise l'engagement de leur pays dans la guerre européenne, le chef d'orchestre est à l'apogée de sa gloire : il a enfin réussi à créer un orchestre symphonique de 150 musiciens, a pu se produire au Carnegie Hall devant une assistance mixte. Pourquoi renoncer à une éblouissante carrière assurée, pour « *aller au casse-pipe dans une guerre qui n'est pas la nôtre* » ? Europe pense qu'il y a une occasion à saisir : un régiment « *entièrement composé de gars de Harlem* » va être recruté ; il s'agit « *d'arracher les mêmes droits que les Blancs, d'abord dans l'armée, puis en dehors* »,

en se servant d'un instrument de propagande efficace, une fanfare de prestige noire, qui donnera naissance « *à un orchestre national afro-américain* ».

L'arrivée en France, dans le port de Brest, est magnifique, saluée par une population enthousiaste, mais très vite les Afro-Américains déchantent : les autorités militaires étatsuniennes veulent les cantonner à des travaux de terrassement et d'aménagement de bases militaires, les présentant comme inaptes au combat, alors même que le général Pershing a autrefois commandé des troupes noires redoutables.

Finalement, c'est le général Gouraud qui leur accorde « *le droit de combattre – et de mourir comme des Blancs* ». Après une tournée de concerts acclamés dans tout le pays, les Américains découvrent l'horreur du front, où ils se couvrent de gloire à partir d'avril 1918. Même la presse américaine la plus réactionnaire leur rend hommage.

S'ils n'ont pas entendu l'appel du député sénégalais Blaise Diagne : « *En versant le même sang, vous gagnerez les mêmes droits* », ils partagent avec les soldats coloniaux de l'empire français cette espérance.

Le retour au pays des *Hell Fighters*, qui ont passé 191 jours au front sans être relevés, sonne l'heure de la désillusion, comme pour leurs frères des colonies africaines : après une parade triomphale à New York, ils retrouvent le racisme ordinaire et la haine, les lynchages, qui connaissent une recrudescence au cours de l'été de 1919. Être un « *vétéran* » ne protège pas...

Cet album, émouvant et convaincant, reste, comme nous en préviennent les auteurs, « *une libre adaptation de l'histoire* ». Nous aurions aimé en savoir plus sur l'intégration de ces hommes à l'armée française, dont il n'est pas question dans le petit dossier documentaire, qui incite à approfondir cette partie d'une histoire tragique. Une citation du célèbre *Strange Fruit* (1939) termine le livre :

*Dans le Sud, d'étranges fruits aux arbres,
Sang sur les feuilles et sang aux racines,
Balancement de corps noirs dans la brise du Sud,
Étranges fruits qui pendent aux peupliers...*

J.-K. PAULHAN



¹ Pap Ndiaye, « Le long combat pour le droit de vote aux États-Unis », *L'Histoire*, juin 2020, pp. 11-19.

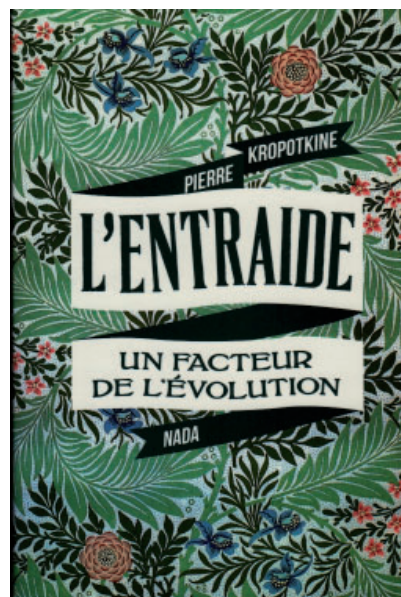
Morceaux choisis

Au temps où Costa-Gavras, et Jorge Semprun, et Montand, ont entrepris de critiquer le stalinisme dans *L'Aveu*, ils ont choisi de porter à l'écran le témoignage d'un homme d'appareil maltraité par ses collègues, le témoignage d'un stalinien, le témoignage d'un menteur. Quand on sait ce qu'Arthur London avait écrit sur le POUM espagnol (en particulier pages 249, 254 et 255 de son livre *Espagne*, Éditeurs français réunis, vous pouvez vérifier), quand on sait que les mêmes calomnies avaient servi de prétexte aux staliniens pour torturer et assassiner de nombreux militants du POUM, on se dit qu'Arthur le menteur était mal placé pour se plaindre après que ses petits copains eurent entrepris de lui tordre les couilles à lui aussi. C'est pourtant son histoire que Costa-Gavras et ses potes choisirent de tourner, plutôt que l'histoire d'un Andrés Nin ou d'un Berneri (ceux-ci, il est vrai, après être passés entre les mains des Staliniens, se sont trouvés définitivement incapables d'écrire un best-seller).



Jean-Patrick Manchette, *Les Yeux de la momie*, Wombat, 2020.

En définitive, à notre époque de crise structurelle du capitalisme et de crise écologique, où l'on voit fleurir nombre de discours sur la fin du monde et l'effondrement, laissant place aux visions sordides d'une humanité dévastée à la *Mad Max*, la redécouverte des idées de Kropotkine ne peut être que bénéfique. Mais, avec ce livre, les lecteurs découvriront bien davantage qu'une réflexion réconfortante sur la présence du bien dans la nature, et plus encore qu'un simple classique du communisme anarchiste – même si cette dimension est indéniable. De la biologie à l'évolution de l'histoire, en passant par la géographie, l'anthropologie et la philosophie politique, ils auront affaire à l'œuvre intégrale d'un esprit encyclopédique, un individu que l'on aurait appelé, en d'autres temps, un « honnête homme ». Dans une ère de surspécialisation, reflet d'une atomisation sociale approfondissant toujours davantage le chaos culturel, on ne saurait trouver plus rafraîchissant et généreux antidote.



Renaud Garcia, Avant-propos à

Pierre Kropotkine, *L'entraide – Un facteur de l'évolution*, Nada, 2020.

L'alternative à l'État est la démocratie. De nombreux chemins ont été empruntés pour tenter de lutter contre l'État : tous ont échoué. Contrairement à ce que l'on croit, la démocratie n'est pas l'une des formes de l'État capitaliste. Qui plus est, seule la démocratie est à même de réduire les prérogatives de l'État et de les restreindre dans le cadre de la loi. Renverser un État ne suffit pas à renverser la culture étatique ; un nouvel État peut même être établi pour combler le vide créé. Seule la démocratie évolue dans le même espace que l'État : en réduisant la portée de ce dernier, elle accroît la sphère de liberté de la société. Elle peut ainsi tendre vers davantage d'égalité en réduisant le nombre des valeurs que l'État s'est approprié.

Abdullah Öcalan, *La Révolution communaliste (Écrits de prison)*, Libertalia, 2020.



Fin de la démocratie américaine ?

« L'élection de 2020 ne sera pas un choix entre « socialisme » et capitalisme ou entre Démocrate et Républicain. Il s'agira d'un choix entre deux formes de gouvernement : l'un est responsable devant le peuple. L'autre ne l'est pas. » Masha Gessen.¹

Au moment où j'écris, les sondages sont extrêmement défavorables pour Trump, pour son parti aussi, et il y a suffisamment de différences entre 2020 et 2016 pour que cette fois on puisse s'y fier. Ça peut changer, mais tout porte à croire qu'à mesure que les cas de COVID se multiplient, le changement ne se fera pas au bénéfice de Trump. Cela ne veut pas dire que le Parrain perdra l'élection pour autant : divers moyens pour supprimer les votes « indésirables » ont déjà fait leurs preuves, la campagne de désinformation de l'extrême droite américaine avec l'appui des Russes sur les réseaux sociaux, déjà importante en 2016, sera encore plus virulente en 2020 ; les experts préviennent depuis longtemps que nos machines de vote électronique pourraient facilement être piratées par les Russes et le Congrès n'a pratiquement rien fait pour les protéger. Avec la pandémie, le vote par correspondance sera important : Trump, comme d'autres partisans du tout-privé, déteste la Poste (« une farce », dit-il) et il y a nommé un directeur qui avait donné des millions de dollars à sa campagne. Lui et le secrétaire au Trésor ont imposé à la Poste des conditions de prêt extravagantes. On déplore déjà des retards dans la livraison du courrier et la poste pourrait bien faire faillite. De plus, certains États imposent des restrictions très dures sur la date limite où un bulletin de vote par correspondance doit être non pas posté mais reçu. Et puis...

Gros titre dans le *NY Times* du 30 juillet : « Dans un tweet, le président Trump, à la traîne dans les sondages, a lancé l'idée de reporter l'élection de novembre. » Le report des élections, dont la date est inscrite dans la Constitution, est inconcevable, même pour les chefs de file républicains du Congrès. Reste la délégitimation des élections dans le même Tweet : « Avec le vote universel par correspondance (...), 2020 sera l'élection la plus INEXACTE ET LA PLUS FRAUDULEUSE de l'histoire. » Ainsi, Trump nous dit assez clairement qu'il a l'intention de faire ce que tout autocrate ferait : nier les résultats de l'élection s'il perd, et refuser de quitter ses fonctions à la fin de son mandat.

La question posée par le titre d'un livre récent per-

turbe beaucoup d'Américains : si Trump perd les élections de novembre, *Will He Go?*² « Bien que sa défaite soit loin d'être certaine, ce qui n'est pas incertain, dit l'auteur, c'est la façon dont Donald Trump réagirait à une défaite électorale, surtout si la marge des résultats est étroite. Il rejettera le résultat. ». Le livre élabore trois scénarios vraisemblables où il s'accrocherait au pouvoir en utilisant le thème d'élections truquées. Trump n'a jamais accepté le fait qu'en 2016 il ait perdu le vote populaire par 3 millions de voix : « frauduleuses », avait-il dit. Toutes ses déclarations au sujet des élections anticipent ce refus. Le 2 août, le *whip*³ des Démocrates à la Chambre déclare à CNN : « Je ne pense pas que [Trump] ait l'intention de quitter la Maison Blanche. Il projette de s'installer dans un état d'urgence pour continuer à exercer ses fonctions. » Ou bien, ce message du mouvement Indivisible : « Les tentatives continues de Trump pour délégitimer le processus électoral confirment que nous devons agir maintenant pour assurer la transition pacifique du pouvoir. » Mais agir comment ? Motus. La Constitution, elle aussi, est muette sur ce point : pour nos « Pères Fondateurs », il allait de soi que les candidats adhéraient aux normes de la démocratie.

On a vu, dans notre histoire, d'autres actes anti-démocratiques, souvent choquants, de la part des présidents, mais jamais au point de remettre publiquement en question cet élément fondamental de la démocratie : le transfert pacifique du pouvoir. Comment en est-on arrivé là ? Gessen encore : « Les trois premières années [de Trump] ont montré que la tentative d'établir une autocratie aux États-Unis a une chance crédible de réussir. Pire encore, ces trois années ont montré qu'une tentative autocratique s'appuie logiquement sur les structures et les normes du gouvernement américain : concentration du pouvoir dans l'exécutif, et mariage de l'argent et de la politique. »⁴ Et, j'ajouterais, sur la supposition de respect de la démocratie chez les candidats.

Trump a déjà gravement endommagé notre démocratie. Les hommes qui ont rédigé la Constitution à la fin du 18^e siècle connaissaient bien leur Montesquieu : ils ont conçu un gouvernement fondé sur la séparation des pouvoirs, sur un système de *checks and balances* (« freins et contrepoids »), l'équilibre des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Dans un monde où on peut agir beaucoup plus rapidement qu'au 18^e siècle, l'exécutif est devenu bien plus fort que les deux autres longtemps avant Trump, mais il a accéléré ce proces-

sus et subverti la fonction de l'exécutif à son propre profit, politique et financier.

L'exécutif trumpien : abus du pouvoir et corruption

Certains de ses abus sont clairement illégaux : il n'a pas le pouvoir de passer outre aux décisions répétées des tribunaux qui lui interdisent de démanteler DACA⁵ comme il le fait ; *idem* pour la séparation des enfants de leurs parents à la frontière et l'emprisonnement des demandeurs d'asile, qui continuent ; l'envoi de militaires fédéraux pour « dominer » les manifestations contre l'injustice raciale dans nos villes, comme à Portland, sans la demande des autorités locales, n'est pas légal non plus, selon l'ACLU⁶. On a rarement vu une démonstration plus frappante de la fragilité de notre démocratie : le droit de manifester est « protégé » par la Constitution.

Plus souvent, Trump commet des abus de pouvoir qui ne violent pas la loi, mais ne tiennent aucun compte des normes démocratiques généralement respectées auparavant. Le président a le pouvoir de déclarer un état d'urgence, mais il n'a pas été prévu qu'il le déclare pour envoyer l'armée à la frontière sud construire « son » mur. Il a le pouvoir d'allouer l'aide fédérale aux États, mais il n'est pas censé l'utiliser pour flatter son amour-propre ou favoriser son parti : il y a deux mois, il a ordonné à la FEMA⁷ d'envoyer des fournitures médicales seulement aux quelques États, ceux qui lui sont « *reconnaisants* ». Le gouverneur républicain de Floride a refusé le confinement, mais a reçu dans les trois jours l'intégralité des fournitures demandées. Lorsque New York était en pleine crise sanitaire Trump n'a pas levé le petit doigt parce que Cuomo, le gouverneur démocrate, « *se plaignait* » du manque catastrophique de ventilateurs dans la ville. C'est le même genre de contrepartie que Trump a essayé d'extorquer à l'Ukraine, la cause de son *impeachment* : je vous donne ceci, vous me donnez cela.

Le président a également le pouvoir de nommer les dirigeants des agences fédérales, pouvoir qui demande la confirmation du sénat⁸ ; il n'est pas censé nommer des ennemis jurés de ces agences afin de subvertir leur fonction, comme il l'a fait pour l'éducation, l'environnement (l'agence vient de réduire la réglementation sur la qualité de l'air pendant une pandémie), le logement, et la gestion des terres fédérales. Récemment, il a limogé le Dr Rick Bright, dirigeant d'une agence fédérale de santé publique qui essaye de trouver un vaccin contre la Covid-19. Pourquoi ? Bright avait remis en cause l'utilisation de l'hydroxychloroquine, vantée par Trump. Nous assistons là à un procédé que Gessen trouve typique de l'autocratie : vider les institutions de leur substance, si bien qu'elles portent le même nom mais ne remplissent plus leur fonction. .



Si le pouvoir de l'exécutif peut être utilisé pour subvertir les normes qui gênent l'autocrate naissant, le narcissique en quête de reconnaissance, il peut aussi servir à lui remplir les poches. On est vite dépassé quand il s'agit de parler de la corruption de Trump tant les scandales se succèdent rapidement. Titre du *New York Times* le 4 août : « Le sauvetage d'une entreprise de camionnage liée à la Maison Blanche fait l'objet d'une enquête. » Cela, depuis le début : d'habitude, les hommes disposant d'actifs importants lors de leur accession à la présidence placent ces actifs dans un « blind trust », une cession fiduciaire sans droit de regard. Trump ? Pas question. Trump brouille toujours les frontières entre le public et le privé. Petit exemple : en 2018, il fait pression sur l'ambassadeur américain au Royaume-Uni⁹ pour tenter de persuader les Britanniques d'organiser le British Open dans son golf écossais. L'adjoint de l'ambassadeur lui conseille de ne pas le faire, l'avertissant que ce serait contraire à l'éthique de la présidence. L'ambassadeur en parle au secrétaire d'État écossais quand même. L'adjoint, perturbé par cet épisode, envoie un courriel aux fonctionnaires du Département d'État américain pour le signaler. Diplomate de carrière, il a été rapidement évincé de son poste¹⁰. Lorsque Trump a voulu assortir le financement d'un nouveau bâtiment du FBI près de son hôtel de Washington à une loi d'aide aux victimes de la pandémie, cela a provoqué l'indignation mais pas la surprise. (Le Congrès a refusé, pour une fois.) Trump a récemment licencié quatre inspecteurs généraux d'agences fédérales dont le rôle est d'enquêter sur ces agences et de les contrôler. L'un d'eux enquêtait sur les dépenses du ministre des Affaires étrangères Mike Pompeo, un fidèle de Trump. Indépendants, ni Républicains ni Démocrates, ces inspecteurs ont traditionnellement bénéficié du soutien des deux partis. Le Parrain les a tous remplacés par des hommes de son choix, complètement inexpérimentés, autre exemple de sa politique dépouillant les institutions, ici pour faciliter ses magouilles financières¹¹.

La subversion du pouvoir judiciaire

Trump ne tient aucun compte de l'indépendance traditionnelle du ministère de la Justice. Lorsqu'à la

mi-juillet, il demande une réduction de peine pour son ami Roger Stone, son ministre de la Justice, William Barr, a surpris le tribunal en l'accordant, annulant ainsi l'avis des procureurs de carrière, qui se sont tous retirés de l'affaire en signe de protestation ; l'un d'entre eux a même quitté le gouvernement. En mai, Barr refuse de poursuivre Michael Flynn, l'ancien conseiller à la Sécurité nationale qui avait pourtant, entre autres délits, avoué avoir menti au FBI et plaidé coupable; ensuite, le directeur du FBI nommé par Trump a commencé une enquête sur les agents qui enquêtaient sur Flynn. Si on peut utiliser les organes de la Justice pour libérer ses amis, on pourra le faire pour emprisonner ses ennemis. En 2016, à la convention républicaine, les Trumpistes ne scandaient-ils pas déjà *Lock her up!*¹² contre Hillary Clinton ?

Le législatif : le Parti Républicain devenu un parti au service d'un seul homme

« Dans une démocratie représentative, le principal public d'un homme politique est ses électeurs. Dans une autocratie, le premier public du politicien est l'autocrate lui-même, car il est le patron qui répartit le pouvoir et l'influence. » Masha Gessen.

Dans ma région du Massachusetts, les candidat(e)s qui remportent les primaires démocrates seront élu(e)s au Congrès ; dans l'État entier, celui ou celle qui remporte les primaires démocrates pour le Sénat sera probablement élu(e) aussi. Pour la plupart des Républicains, leur seule crainte est de perdre la primaire ; l'histoire a montré que si Trump n'aime pas un candidat, il jettera tout son poids derrière son rival et il sera sûr de perdre puisque seuls les électeurs les plus passionnés se donnent la peine de voter dans une élection primaire. Les Républicains doivent au Parrain leur siège à la Chambre ou au Sénat et ils le savent. Ils sont, comme à l'époque romaine, ses « clients ». Ils expriment souvent leur adulation¹³ et les législateurs auparavant « modérés » n'osent exprimer le moindre désaccord. C'est Trump, pas le Parti, qui communique avec sa base par Twitter et cette base, mouvement d'extrême droite plutôt que parti, peut se mobiliser pour se révolter, armes à la main, contre le confinement dans ses États, par exemple – ou pour exercer une pression sur des Républicains tant soit peu indépendants. Par un remarquable tour de passe-passe, l'exécutif fait la promotion de son programme sous le couvert d'une insurrection. Est-ce pour cela qu'une partie de cette base se compose d'ouvriers qui soutiennent la présidence la plus anti-ouvrière des temps modernes ?

La presse et les médias

Une grande partie de la presse et des chaînes de télé traditionnelles sont très critiques à l'égard de Trump. Il répète à satiété qu'elles sont « *les ennemis du peuple* »,

les accusant de vendre des *fake news*, de fabriquer des nouvelles, alors que c'est exactement ce qu'il fait lui-même, continuellement. « Son » Fox News est le champion de l'audimat, les sites d'extrême droite tels Breitbart News, Sinclair Broadcasting Company (RP, juin 2019), avancent des théories du complot très trumpiennes. Sinclair ou Fox News, dont les bulletins d'information locaux atteignent environ 40 % des Américains, n'ont pas d'équivalents en Europe bien qu'il y ait en France aussi des blogs très lus qui répandent des théories complotistes. Aucun, cependant, n'a la portée et le financement de Fox ou de Sinclair. Des masses intraçables d'argent contribuent à la désinformation concernant le coronavirus sur les réseaux sociaux, comme telle vidéo truffée de fausses informations qui a été retweetée par Trump et son fils. Mais il y a pire :

« C'est tellement dégoûtant de regarder les soi-disant 'tendances' sur Twitter, où il y a tant et tant de tendances qui me concernent, et jamais une seule bonne. Ils cherchent tout ce qu'ils peuvent trouver, rendent tout aussi mauvais que possible en essayant de le rendre tendance. C'est vraiment ridicule, *illégal* et, bien sûr, très injuste ! »
- Tweet de Trump, le 27 juillet.

S'il le pouvait, Trump interdirait toute critique à son égard. Il les a souvent qualifiées de « *trahison* ». Il est maintenant question d'empêcher les journalistes de couvrir la convention républicaine. Le Department of Homeland Security, dont les agents ont envahi Portland, est en train de compiler des dossiers sur les journalistes qui couvrent les manifs dans la ville. Si Trump reste au pouvoir, l'avenir de la presse et des médias libres paraît sombre. Sans parler de l'avenir de la terre : un président des États-Unis négationniste sur le changement climatique est un danger pour la planète.

Malgré tout, plus de 60% du pays pensent que nous gérons la pandémie moins bien que le reste du monde et désapprouvent l'inaction du gouvernement.¹⁴ Et la « Résistance » est encore très active : les nombreux *grassroots movements*, organisations de base, s'unissent et trouvent divers moyens pour encourager les pro-démocrates à voter, car seulement 58% des électeurs inscrits ont voté en 2016. En cas de victoire massive Démocrate – très possible, après tout – les forces vives du Parti et leurs alliés insisteront pour qu'on ne retourne pas au *statu quo ante* en matière de justice raciale et sociale.

L'esprit de cette « Résistance » s'exprime non seulement par une multitude d'actes très humbles, tels l'envoi de lettres, de SMS, de coups de téléphone (Indivisible a pu contacter plus de 750 000 électeurs potentiels la semaine dernière) mais aussi par des actes plus spectaculaires. À Portland, face à ces militaires non-identifiés qui gazaient, battaient, et arrê-



Wall of Moms - Mur de Mamans

taient des manifestants sans en donner les raisons, une quarantaine de femmes ont fait un *Wall of Moms* pour les protéger (des centaines, voire des milliers, y ont participé depuis lors à Portland et ailleurs). La nuit suivante, un *Wall of Vets*¹⁵ est venu s'y ajouter.

Une bonne partie de l'Amérique profonde est fermement résolue à protéger notre démocratie.

David BALL

Notes

1 Journaliste et historienne, née en URSS en 1967, elle connaît bien ces « deux formes de gouvernement. » La famille émigre aux États-Unis en 1981 et dix ans plus tard, elle retourne en Russie où elle restera douze ans comme journaliste et militante. Son récit de la montée de Poutine au pouvoir est traduit en français : *Poutine: L'homme sans visage* (2012.) *Surviving Autocracy*, son livre le plus récent, éclaire parfaitement l'Amérique de Trump, qu'elle analyse régulièrement dans le *New Yorker* et ailleurs.

Une amie française à qui j'avais fait part de cette affirmation m'a fait remarquer avec justesse qu'aucun gouvernement n'avait jamais été entièrement responsable devant le peuple. Mais lorsqu'un gouvernement ne l'est pas du tout, la différence saute aux yeux : il suffit de demander à un résident de Hong Kong.

2 « Partira-t-il ? » de Lawrence Douglas, spécialiste en droit constitutionnel et professeur à Amherst College, l'université voisine de la mienne. Interviewé dans *Libération* le 4 juillet, il explique les trois « scénarios » dont il est question plus haut.

3 Le député chargé de la discipline dans son parti.

4 Sur « le mariage de l'argent et de la politique » aux États-Unis, voir *RP*, décembre 2014... et le reste de cette Lettre.

5 Rappel : *Deferred Action for Childhood Arrival*, mesure d'Obama qui protège les immigrés arrivés ici avec leurs parents tout enfants et qui sont toujours sans visa. Trump, qui ne supporte ni les immigrés ni aucune des mesures prises par Obama, refuse d'accepter de nouvelles demandes pour bénéficier de ce programme et a prolongé d'un an la protection accordée. « Vous vous attendez à des litiges ? » demande un journaliste à un responsable du gouvernement. « Oui. Bien sûr. » C'est l'attitude de Trump pendant toute sa carrière : « *Qu'ils m'attaquent en justice ! On paie des avocats pour ça.* » En 2017, son gouvernement avait déjà été poursuivi 137 fois depuis son entrée en fonction ; après, j'ai perdu le compte.

6 Rappel : American Civil Liberties Union, association d'avocats et de simples citoyens qui militent pour défendre la Constitution.

7 Federal Emergency Management Agency, l'agence chargée d'aider les populations en détresse lors d'un désastre.

8 Pas de problème, avec sa majorité de laquais, mais encore ! Trump contourne la loi en laissant des postes vacants pour nommer un directeur intérimaire, ce qui ne nécessite pas la confirmation par le Sénat. C'est le cas pour l'infame Chad Wolf, Acting Director of Homeland Security, qui a envoyé des militaires à Portland et ailleurs.

9 Woody Johnson, propriétaire des New York Jets, une équipe de football. Mise à part la disparité des deux fonctions, qui-conque suit le foot américain sait que cette équipe souffre d'une gestion particulièrement incompétente.

10 On pense au Lieutenant-Colonel Vindman, qui a témoigné sur l'affaire de l'Ukraine devant le Sénat : une fois disculpé, Trump l'a fait expulser de la Maison Blanche sous bonne escorte, ainsi que son frère. Sa promotion au rang de Colonel étant bloquée, il a donné sa démission de l'Armée et pris sa retraite. Le Parrain récompense ses amis et punit ses « ennemis ».

11 Magouilles qu'il a faites toute sa vie. *New York Times*, le 3 août : « Le procureur de New York a laissé entendre qu'il enquêtait sur le président Trump et sa société pour de possibles fraudes bancaires et des fraudes à l'assurance, une enquête beaucoup plus large que ce que les procureurs avaient reconnu faire dans le passé. » Le bureau du procureur a demandé des documents à la Deutsche Bank dans le cadre de l'enquête.

12 « Enfermez-la ! »

13 Le Républicain qui vient de remporter les primaires au Kansas et qui auparavant n'était pas un adepte de Trump a récemment donné une note à sa gestion de la pandémie : « +20 sur 20. », c'est-à-dire A+ ici.

14 Déclaration typique du président : « Plus on teste plus on trouve de gens infectés. Alors j'ai dit à mes gens : RALENTISSEZ LES TESTS ! » Commentaire d'une femme sur le Web : « Si on ne fait pas de test de grossesse, on ne tombe pas enceinte. » Pour sa gestion ou plutôt sa non-gestion de la pandémie, voir ma dernière Lettre.

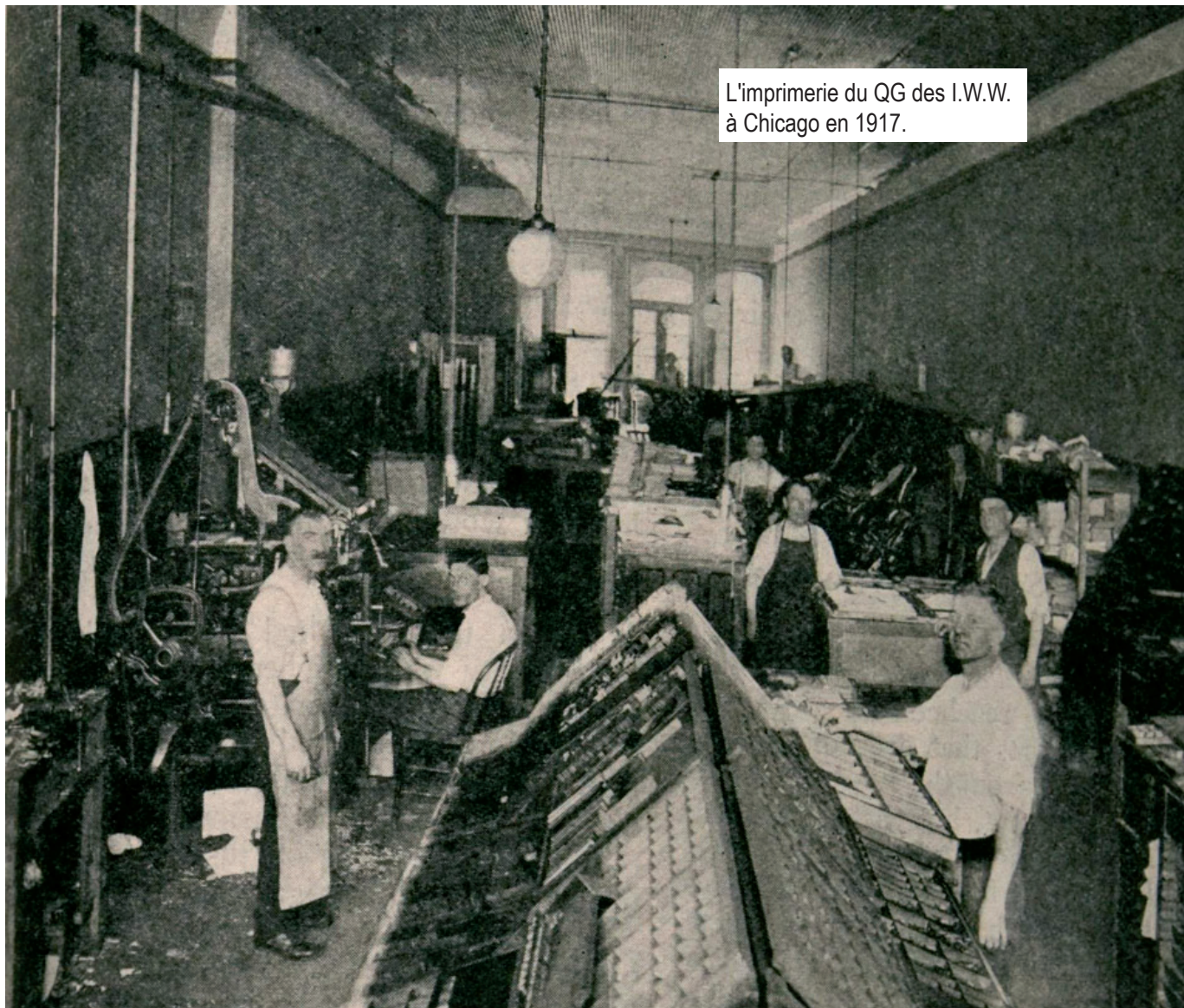
15 « Mur de Mamans », « Mur d'Anciens Combattants ».



Rappels et souscription permanente

Quelques camarades dont l'abonnement arrive à expiration, ne l'ont pas encore renouvelé. Nous leur demandons de bien vouloir se mettre à jour. Depuis sa création en 1925, par Pierre Monatte, *La RP* ne cesse de défendre ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre. Il nous paraît important que nous puissions encore faire entendre leur voix, librement, dans nos colonnes... C'est grâce à vous toutes et vous tous que *La RP* peut continuer à vivre en toute indépendance. Sans l'encaissement des abonnements et sans la souscription permanente, ce ne serait pas possible. Merci de votre fidélité et de votre soutien actif.

Souscription : Jean-Pierre LARDIN (54), Marius LIEGE (86).



L'imprimerie du QG des I.W.W.
à Chicago en 1917.

Nouvel abonnement – **Réabonnement (23 euros)**

(précisez en cochant pour nous aider à mettre à jour plus vite le fichier du routage)

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Pour l'abonnement, je règle :23 €

En plus de mon abonnement, j'alimente la souscription permanente en versant : €

Total : €

Chèque postal ou bancaire, à l'ordre des Amis de la Révolution prolétarienne

CCP: 8044 64 Y 020 (PARIS),

adressé à Stéphane JULIEN, 6 rue des mûriers, 14930 Eterville

(ce coupon d'abonnement est téléchargeable sur le blog de la revue)